

Alger	: 26°	11°
Oran	: 26°	13°
Annaba	: 23°	07°
Béjaïa	: 23°	10°
Tamanrasset	: 39°	27°

DANS UN DISCOURS À LA NATION À L'OCCASION DU MOIS SACRÉ DE RAMADHAN
Bensalah appelle à un dialogue «intelligent, constructif» pour un plus large consensus



P. 3

FINANCES

Les Entreprises publiques économiques sont soumises au contrôle de la Cour des comptes



Les Entreprises publiques économiques (EPE) sont soumises au contrôle de la Cour des comptes, mais différemment des entités administratives, régies par la comptabilité publique, a affirmé hier à Alger le président de la Cour, Abdelkader Benmarouf.

P. 5

BOUMERDÈS :

Inauguration du Centre technique des industries agroalimentaires

P. 5

ALGER-CENTRE :

Ouverture de 34 restaurants par les Scouts musulmans algériens durant le mois de Ramadhan

P. 24

GVAPRO :

Commercialisation d'importantes quantités de tomates pour réduire les prix durant Ramadhan

P. 5

SANTÉ

CANCER :

Conseils pour limiter les risques en cuisine

P. p 12-13

FOOTBALL

LIGUE 2 / ASO-WAT :

Match homologué en son résultat, l'ASO officiellement en Ligue 1 (LFP)

La Commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP) a décidé hier d'homologuer le match ASO Chlef-WA Tlemcen de la 30^e journée de Ligue 2 Mobilis disputé samedi dernier en son résultat (1-1), officialisant ainsi l'accession des locaux en Ligue 1.

P. 22

ÉNERGIE

Total veut acquérir les actifs d'Anadarko en Algérie et dans trois pays africains

P. 6

MDN

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

5 narco-trafiquants arrêtés à Béchar et Aïn Témouchent

P. 24

ALGÉRIE-UE

Le 20e Festival culturel européen dans quatre villes algériennes du 10 au 27 mai

Musique, danse et cinéma sont au programme du 20e Festival culturel européen en Algérie prévu du 10 au 27 mai prochain à Alger et dans trois autres villes, ont indiqué les organisateurs dans un communiqué. Seize pays, membres de l'Union européenne prendront part à cette manifestation qui devront dérouler simultanément à Alger, Bejaïa, Oran et Tizi Ouzou. Placée sous le thème «Célébration du vivre-ensemble», l'édition 2019 s'ouvrira avec un concert de musique du monde

animé par le chanteur et musicien de jazz Djamel Laroussi et «La chorale du vivre-ensemble».

Des pays comme l'Allemagne, la Suède, l'Espagne, la France, l'Autriche et le Portugal proposent un programme alliant musique traditionnelle, comme le fado, musique classique et musique moderne (le jazz, folk-rock, musique du monde), alors que l'Italie, la Pologne et la Tchéquie ont choisi de présenter des films et des spectacles de danse.

Horaire des prières

Mardi 2 ramadhan 1440

Fajr	03:59
Dohr	12:45
Asr	16:33
Maghreb	19:46
Isha	21:18

SÛRETÉ NATIONALE

La DGSN dément la tenue d'une réunion pour débattre de certaines revendications socioprofessionnelles de ses affiliés

La Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) a démenti «catégoriquement», dimanche dans un communiqué, l'information relayée sur les réseaux sociaux concernant la tenue d'une réunion de travail pour débattre de certaines revendications socioprofessionnelles des affiliés de la sûreté nationale. Dans son communiqué, la DGSN a rappelé que «toutes les informations qui concernent le corps de police sont transmises à ses affiliés uniquement via ses canaux officiels internes», soulignant qu'elle «se démarque de toutes fausses informations qui lui sont attribuées et qui sont envoyées en dehors de ses canaux de communication officiels».

THEATRE
2 productions
du Théâtre d'Oran
en tournée durant
le Ramadhan

Deux productions à succès du Théâtre régional d'Oran «Abdelkader Alloual» (TRO) sont programmées pour une tournée à travers trois villes du pays au cours de ce mois de ramadhan, a-t-on appris lundi du directeur de cette structure culturelle.

Le Théâtre national d'Alger «Mahieddine Bachtarzi» (TNA) accueillera à ce titre «Arlequin valet de deux maîtres» Ziani Cherif Ayad pour deux représentations prévues les 14 et 15 mai, a précisé Mourad Senouci. Le public du TNA sera également convié le 28 mai à la découverte de la pièce de Mohamed Bakhti intitulée «Maaroud lel h'wa» qui sera aussi à l'affiche des Théâtres de Constantine (30 mai) et d'Oum El-Bouaghi (31 mai), a fait savoir le directeur du TRO. Ces deux productions figurent parmi les plus récentes du TRO, a-t-il souligné, rappelant qu'elles ont été déjà jouées au TNA en mars dernier après les générales données à Oran.

UNIVERSITÉ

Séminaire sur «L'épopée du 8-Mai 1945 dans le poids de l'Histoire» demain à Guelma

Un séminaire national sur «L'épopée du 8 mai 1945 dans le poids de l'Histoire» est prévu mercredi prochain à l'université de Guelma à l'occasion de la commémoration du 74e anniversaire des massacres du 08 mai 1945 à Guelma, Sétif et Kherrata (Béjaïa), a-t-on appris lundi du recteur de cet établissement de l'enseignement supérieur. Le choix du thème de cette rencontre académique est dû à «l'importance de cette période dans l'histoire de la nation algérienne», mais aussi au grand nombre de publications nationales diverses en langues arabe et étrangères qui ont traité, étudié et expliqué ces événements, a précisé Dr. Salah Agoune à l'APS.

Exposition
d'artisanat

L'établissement Arts et Culture de la Wilaya d'Alger organise une exposition d'artisanat du 7 au 26 mai 2019.

Sous le thème «œil sur le patrimoine» et cela au niveau de la galerie Aïcha Haddad (84, rue Didouche Mourad, Alger)



Météo



	Max	Min
Alger	26°	11°
Oran	26°	13°
Annaba	23°	07°
Béjaïa	23°	10°
Tamanrasset	39°	27°

Manifestations
du 8 mai 1945

À l'occasion de la commémoration des manifestations du 08 mai 1945, l'établissement Arts et Culture de la Wilaya d'Alger organise une exposition d'archives et photos Du 07 au 16 mai 2019. Au niveau du centre des activités culturelles Abane Ramdane 12 avenue Abane Ramdane, Alger

PROMO RAMADHAN
Les plans «PixX 250
& PixX 2000»

À l'occasion du mois Sacré de Ramadhan, Mobilis annonce les promotions d'offres prépayées destinées à ses clients PixX et Mobtasim, leur permettant de bénéficier d'une multitude d'avantages. À compter du 1er jour de ramadhan, et afin de permettre à ses clients de rester en contact avec leur famille et proches, Mobilis propose les Plans Promotionnels «PixX250» et «PixX2000», afin de faire bénéficier ses clients de plus d'avantages.

Ainsi, en composant la formule *600# ou en utilisant l'application MobiSpace ou l'interface web meetmob, les clients pourront bénéficier de:

PixX 250 : 250DA = Appels et SMS illimités vers Mobilis +250DA vers autres + 2Go d'internet + 2Go youtube (3H-20H), Plan valable 48H.

PixX 2000: 2000DA = Appels illimités vers tous les réseaux en national + SMS illimités vers Mobilis + 30Go + Facebook gratuit, Plan valable 1 mois.

La promotion est valable 21 jour à partir du premier jour du mois de Ramadhan.

Profitez-en ! Saha Ramadhankoum.



ALGER:

Coupure de l'alimentation de gaz pour 500 abonnés à Bordj El-Kiffane

Une coupure de l'alimentation en gaz pour 500 abonnés, enregistrée hier à Bordj El Kiffane, a été causée par une fuite enflammée survenue dans une conduite, a indiqué la Société de distribution d'électricité et de gaz d'Alger (SDA) dans un communiqué. La conduite a été endommagée par une entreprise sous-traitante, appartenant à la direction des travaux public de la wilaya d'Alger pour les travaux de dédoublement du chemin wilaya n 145, a précisé la direction de distribution d'El Harrach de SDA.

Ce sinistre qui s'est produit sur l'ouvrage de gaz d'un diamètre 200 mm, a été enregistré aux environs de 8h00 au niveau de la localité de Ali Sadek 01, commune de Bordj El Kiffane. Les équipes techniques de la Direction de distribution d'El Harrach ont immédiatement été dépêchées sur les lieux pour procéder à la réparation de la conduite, a fait savoir la même source.

Ooredoo présente
ses vœux au peuple
algérien à l'occasion
du mois de Ramadhan

Entreprise citoyenne par excellence, Ooredoo saisit l'occasion de l'arrivée du mois sacré et souhaite «Ramadhan Mubarak» à l'ensemble du peuple algérien.

Toujours proche des Algériens, Ooredoo leur présente ses meilleurs vœux de santé, de paix et de prospérité et exprime sa fierté de partager avec eux l'ambiance de ce mois sacré dans la piété et la solidarité.

Dans son message, le Directeur général de Ooredoo, M. Abdullatif Hamad Dafallah a déclaré : «je me réjouis de présenter, en mon nom et au nom de tous les employés de Ooredoo, nos meilleurs vœux de santé, de paix et de prospérité à l'ensemble du peuple algérien à l'occasion du mois de sacré de Ramadhan.

Je prie Allah d'accepter votre jeûne, vos prières et vos bonnes actions. Comme de coutume, Ooredoo exprimera durant ce mois sacré sa solidarité avec les Algériens à travers des initiatives caritatives et humanitaires envers ce beau pays et son peuple généreux.

Ooredoo placera également ce mois sacré sous le signe de la communication entre les familles et les proches en lançant de nouvelles offres inédites répondant aux besoins de ses clients.»

Comme chaque année, Ooredoo marque ce Ramadhan sous le signe du partage et de l'entraide en se rapprochant davantage de ses clients à travers son implication dans de nombreuses actions sociales et humanitaires. Saha Ramdhankoum !

DANS UN DISCOURS À LA NATION À L'OCCASION DU MOIS SACRÉ DE RAMADHAN Bensalah appelle à un dialogue «intelligent, constructif» pour un plus large consensus

Le chef de l'Etat, M. Abdelkader Bensalah, a appelé dimanche à un dialogue «intelligent, constructif et de bonne foi» qui reste «l'unique moyen pour construire un consensus fécond, le plus large possible, de nature à permettre la réunion des conditions appropriées pour l'organisation, dans les délais convenus, de l'élection présidentielle».

Dans un discours à la Nation à l'occasion du mois sacré de Ramadhan M. Bensalah a indiqué que cette élection est «seule à même de permettre au pays de sortir définitivement et durablement de l'instabilité politique et institutionnelle».

Cet appel, souligne le chef de l'Etat, s'adresse à «tous les acteurs nationaux, à l'ensemble des composantes de la classe politique, aux mouvances qui structurent la société civile et à tous ceux qui sont considérés comme exprimant les sentiments d'une frange de la société, ou de ses élites, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, notamment les jeunes et les femmes, de se mobiliser pour la réalisation de cet objectif stratégique national, seul à même de mener notre pays vers des lendemains sûrs et prospères».

Un président de la République issu d'une élection incontestable, aura, en effet, «toute la légitimité nécessaire et toutes les prérogatives requises pour concrétiser l'aspiration profonde au changement et satisfaire l'ensemble des revendications populaires légitimes», a-t-il mentionné.

Pour M. Bensalah, les modalités d'organisation, de contrôle et de supervision de

ces élections dans toutes les phases de préparation, déroulement et de dénouement, «doivent être au cœur de ce dialogue et faire l'objet d'un large consensus».

Il a assuré que cet objectif «est le seul à même de mener notre pays vers des lendemains sûrs et prospères pour notre peuple et seul à même de lui permettre de déjouer les dangers et les desseins hostiles visant à le conduire vers le vide constitutionnel et l'absence de l'Etat et à l'entraîner ainsi dans la spirale de l'anarchie et la déstabilisation».

Le chef de l'Etat a salué, par la même occasion, les efforts de l'ANP pour «préserver la conception constitutionnelle de l'Etat, assurer sa continuité et garantir la sécurité et la stabilité du pays».

Il a ainsi rendu un «vibrant hommage» à son Commandement pour «la lucidité de son engagement aux côtés de notre peuple, dans cette phase cruciale de son histoire, et sa détermination à faire face aux agissements hostiles à la patrie, à son intégrité territoriale ainsi qu'aux tentatives visant à porter atteinte à la sécurité nationale du pays et à mettre en danger son unité nationale».

Evocant les marches populaires, M.

Bensalah a indiqué qu'il s'agit d'une étape «qualitativement nouvelle, qui se déroule dans le calme et de façon pacifique, une étape durant laquelle notre peuple a fait montre d'un haut niveau de conscience et de maturité, manifestant ses revendications et ambitions légitimes à travers un comportement civilisé, qui a forcé l'admiration du monde entier».

Il a ajouté que «la voix du peuple a été entendue. Elle a trouvé en l'Etat réactivité positive, promptitude et compréhension à l'égard des revendications, aspirations et attentes de notre population», soulignant que «le processus de changement connaît, au quotidien, des avancées incontestables». «Au cœur des revendications populaires, la lutte contre la corruption et la dilapidation des deniers publics, a ainsi connu une accélération qui laisse entrevoir une prise en main déterminée par la Justice des dossiers qui ont défrayé la chronique, mais aussi et surtout une action méthodique, inscrite dans la durée et induisant un impact salubre sur l'économie nationale, débarrassée de l'impact néfaste des pratiques qui ont profondément gangréné son fonctionnement», a encore relevé M. Bensalah dans



son message. «Il va sans dire, cependant, que l'intérêt suprême du pays, impose la préservation de l'Etat, le respect des Institutions, ainsi que la sauvegarde de la sécurité et de la stabilité du pays et ce quelles que soient les circonstances», a-t-il insisté, estimant que «l'affaiblissement et la déstabilisation de l'Algérie constitue, pour certaines parties, une option stratégique».

«Nier cette réalité ou tenter d'en minimiser la dangerosité, serait au mieux faire preuve de naïveté et au pire de complicité», a-t-il conclu.

TEXTE INTÉGRAL

Discours du chef de l'Etat à l'occasion du mois sacré de Ramadhan

Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah a adressé dimanche un message à la Nation, à l'occasion du mois sacré de Ramadhan, dont voici le texte intégral : «Chères concitoyennes, chers concitoyens, Le peuple algérien célèbre, à l'instar de la Oumma islamique, l'avènement du mois sacré de Ramadhan, mois du Coran, du jeûne et des prières, un mois qui constitue une halte spirituelle à laquelle aspirent nos âmes et nos cœurs pour renouveler le serment de la foi et nous réconcilier avec nous-mêmes à travers la récitation et la lecture du Saint Coran, inspirés en cela par les paroles d'Allah :

«شهر رمضان الذي أنزل فيه القرآن هدى للناس وبينات من الهدى والفرقان»

C'est assurément, en ce mois de vertu, qui voit les croyants se départir des désirs éphémères pour hisser leurs âmes au rang sublime de la spiritualité, attachés en cela aux valeurs du travail, de la patience et de l'adoration, des valeurs inhérentes à notre vaillant peuple imbu de ses nobles principes moraux, qui ne cessent de s'illustrer par de sublimes images de solidarité, d'entraide et de Rahma.

Chères concitoyennes, chers concitoyens, Ce mois sacré de Ramadhan intervient à un moment où notre pays vit des circonstances particulières, qui ont vu le peuple algérien accéder à la tribune de l'histoire, en reprenant l'initiative et en affichant sa détermination à construire l'avenir meilleur auquel aspire toutes les composantes de notre société.

Il s'agit d'une étape qualitativement nouvelle, qui se déroule dans le calme et de façon pacifique, une étape durant laquelle notre peuple a fait montre d'un haut niveau de conscience et de maturité, manifestant ses revendications et ambitions légitimes à travers un comportement civilisé, qui a forcé l'admiration du monde entier.

Notre vaillant peuple a pris collectivement la parole pour dire, haut et fort, son aspiration au changement, reflétant une nouvelle réalité de la pratique démocratique dans notre pays et ouvrant, dans

le même temps, des perspectives prometteuses pour la réalisation d'un sursaut qualitatif vers la démocratie, le développement et la prospérité. La voix du peuple a été entendue. Elle a trouvé en l'Etat réactivité positive, promptitude et compréhension à l'égard des revendications, aspirations et attentes de notre population.

Le processus de changement connaît, au quotidien, des avancées incontestables.

Les objectifs de ce processus font l'objet d'un très large consensus au sein de toutes les sphères de la société et des Institutions.

Ces dernières sont particulièrement attentives à ce mouvement et œuvrent à accompagner notre peuple dans cette phase cruciale de son évolution.

Au cœur des revendications populaires, la lutte contre la corruption et la dilapidation des deniers publics, a ainsi connu une accélération qui laisse entrevoir une prise en main déterminée par la Justice des dossiers qui ont défrayé la chronique, mais aussi et surtout une action méthodique, inscrite dans la durée et induisant un impact salubre sur l'économie nationale, débarrassée de l'impact néfaste des pratiques qui ont profondément gangréné son fonctionnement.

Il va sans dire, cependant, que l'intérêt suprême du pays, impose la préservation de l'Etat, le respect des Institutions, ainsi que la sauvegarde de la sécurité et de la stabilité du pays et ce quelles que soient les circonstances.

Cette responsabilité incombe, en premier chef aux Institutions de l'Etat, mais elle est aussi la responsabilité de tous.

Car les menaces auxquelles fait face notre pays, ne sont pas une vue de l'esprit. Elles sont multiformes, d'origine exogène mais avec des relais internes, elles sont pernicieuses et de plus en plus sophistiquées.

L'affaiblissement et la déstabilisation de l'Algérie constitue, pour certaines parties, une option stratégique. Nier cette réalité ou tenter d'en minimiser la dangerosité, se-

rait au mieux faire preuve de naïveté et au pire de complicité.

C'est pourquoi, notre peuple est appelé aujourd'hui à faire preuve de la plus grande vigilance et ses enfants loyaux sont tenus d'être conscients des dangers et de demeurer, plus que jamais, sur leur garde, pour faire barrage aux intentions malveillantes et aux agissements hostiles de ces parties, qui cherchent à semer les graines de la discorde et à porter atteinte aux institutions de l'Etat et à la crédibilité des efforts qu'elles déploient pour parvenir à une sortie de crise par le dialogue et la concertation, seule voie garantissant une sortie de crise pacifique.

Un dialogue intelligent, constructif, de bonne foi, reste en effet, l'unique moyen pour construire un consensus fécond, le plus large possible, de nature à permettre la réunion des conditions appropriées pour l'organisation, dans les délais convenus, de l'élection présidentielle, seule à même de permettre au pays de sortir définitivement et durablement de l'instabilité politique et institutionnelle.

Un président de la République issu d'une élection incontestable, aura, en effet, toute la légitimité nécessaire et toutes les prérogatives requises pour concrétiser l'aspiration profonde au changement et satisfaire l'ensemble des revendications populaires légitimes.

Faire prévaloir cette démarche rationnelle et de bon sens, c'est faire prévaloir l'intérêt supérieur de la Nation, qui est le dénominateur commun entre toutes les parties, sur les intérêts personnels et partisans étroits.

Il va sans dire que les modalités d'organisation, de contrôle et de supervision de ces élections dans toutes les phases de préparation, déroulement et de dénouement, doivent être au cœur de ce dialogue et faire l'objet d'un large consensus.

L'Etat est déterminé à donner la parole au peuple pour qu'il choisisse en toute souveraineté, liberté et transparence, celui à qui il souhaite confier le mandat de mettre

en place un nouveau système de gouvernance, de même qu'il est déterminé à réaliser la rupture, à procéder au changement graduel voulu par notre peuple, jusqu'à la concrétisation de ses revendications légitimes, assurant ainsi une transmission souple des rênes du pouvoir et de la gestion des affaires publiques.

Dans cette optique, je lance un appel à tous les acteurs nationaux, à l'ensemble des composantes de la classe politique, aux mouvances qui structurent la société civile et à tous ceux qui sont considérés comme exprimant les sentiments d'une frange de la société, ou de ses élites, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, notamment les jeunes et les femmes, de se mobiliser pour la réalisation de cet objectif stratégique national, seul à même de mener notre pays vers des lendemains sûrs et prospères pour notre peuple et seul à même de lui permettre de déjouer les dangers et les desseins hostiles visant à le conduire vers le vide constitutionnel et l'absence d'Etat et à l'entraîner ainsi dans la spirale de l'anarchie et la déstabilisation.

A cet effet, je tiens à saluer les efforts consentis par notre Armée Nationale Populaire vaillante, digne héritière de la glorieuse Armée de Libération Nationale, pour préserver la conception constitutionnelle de l'Etat, assurer sa continuité et garantir la sécurité et la stabilité du pays.

Un vibrant hommage à son Commandement pour la lucidité de son engagement aux côtés de notre peuple, dans cette phase cruciale de son histoire et sa détermination à faire face aux agissements hostiles à la patrie, à son intégrité territoriale ainsi qu'aux tentatives visant à porter atteinte à la sécurité nationale du pays et à mettre en danger son unité nationale. Pour ma part, qui fait partie de ceux que la force des événements a amené à jouer un rôle dans cet épisode de l'histoire glorieuse de notre pays, je m'engage, une nouvelle fois, à déployer tous les efforts, en toute conscience et responsabilité, partant de ma pro-

found conviction que les algériennes et les algériens sont capables de régler leurs problèmes par le dialogue et la concertation et que ce grand peuple, qui a réalisé des miracles par le passé, est capable, aujourd'hui de surmonter ses difficultés et de construire l'avenir meilleur auquel il aspire, qu'il mérite et qui est à sa portée.

Notre peuple est aujourd'hui souverain et maître de son destin. Notre contribution est de l'accompagner dans la réalisation de ce à quoi il aspire.

C'est-à-dire une ère nouvelle qui lui permette d'améliorer ses conditions et sa place dans le concert des Nations.

Chères citoyennes, chers citoyens, Tant que nous avançons, au service de notre peuple et de notre Nation, sur une voie qui plaise à notre Sublime Créateur, nous réussirons, avec l'aide de Dieu, à réaliser les aspirations de notre peuple à une vie décente, faite de justice, de fraternité et de coexistence pacifique.

Je saisis cette occasion pour implorer Dieu le Tout-Puissant de sauvegarder l'Algérie, de préserver sa sécurité et sa stabilité, de consolider son développement, de bénir ses enfants et de nous guider tous dans cette œuvre inlassable au service de notre chère patrie pour laquelle se sont sacrifiés nos parents et ancêtres. J'ai choisi cette occasion de m'adresser à vous pour appeler les enfants de notre chère patrie à rester attachés aux traditions ramadaniques ancestrales, à promouvoir et mettre en exergue les valeurs d'entraide, de solidarité et de communion, de même que je les appelle à se départir des mauvaises habitudes et comportements négatifs qui s'opposent aux valeurs authentiques de notre peuple, à sa noblesse morale et à ses bienveillantes traditions. Je réitère mes meilleurs vœux à notre peuple à l'occasion de ce mois de pardon, de Rahma et de rétribution et qu'Allah agrée nos actions, notre jeûne et nos prières.

Puisse Allah nous guider tous sur la bonne voie»

PARTIS

Le MSP appelle les médias à contribuer «efficacement» à la réalisation d'une réelle transition démocratique

Le président du Mouvement pour la société de la paix (MSP), Abderzak Makri a appelé dimanche à Alger les médias à contribuer «efficacement» à la réalisation d'une «réelle» transition démocratique à même de construire une



Algérie nouvelle ou le «quatrième pouvoir sera respecté». Lors d'une conférence sur le rôle des médias dans le mouvement populaire, organisée par le parti, M. Makri a appelé les différents médias à contribuer «efficacement» à la réalisation d'une «réelle» transition démocratique à même de construire une Algérie nouvelle ou le «quatrième pouvoir sera respecté».

A cette occasion il a appelé les institutions médiatiques à «élaborer une charte de déontologie de la profession qui sera une sorte de protection pour les journalistes», soulignant la nécessité d'adopter «l'impartialité et l'objectivité» dans l'action médiatique, saluant dans le même contexte les efforts déployés par la corporation des journalistes.

De son côté, le journaliste Abdelkader Djemaa a présenté une intervention sur «les moyens de désinformation adoptés pour contourner les revendications populaires», alors que le professeur Abdelali Rezagui a évoqué les méthodes de la couverture médiatique nationale et internationale des marches du mouvement populaire et les méthodes du traitement médiatique des revendications de ce hirik.

AHD 54 propose l'organisation d'une élection transparente et régulière avant la fin de l'année en cours

Le parti AHD 54 a affirmé, hier, que la sortie de la crise que traverse le pays «passe par l'organisation d'une élection transparente et régulière avant la fin de l'année en cours».

Dans un communiqué portant des propositions pour une sortie de crise, le parti AHD 54 a précisé que «la seule solution réside dans l'organisation, avant la fin de l'année en cours, d'une élection transparente et régulière», soulignant que «seule l'urne pourrait dégager une direction légitime et élue». L'organisation d'une élection transparente et régulière est à même «de répondre aux aspirations du peuple algérien dont des millions sont sortis dans la rue pour s'exprimer d'une seule voix».

Cependant, cette démarche nécessite de nouveaux mécanismes à même de conférer crédibilité et transparence à cette élection», a-t-il expliqué.

Pour le parti AHD 54, «l'accompagnement par l'Armée des revendications du Hirak ne suffit pas tant qu'il n'est pas appuyé par des décisions politiques qui doivent être décisives en cette conjoncture sensible de l'histoire du pays, à travers la proposition de solutions et l'ouverture d'un débat politique avec toutes les forces vives du pays».

AHD 54 estime également que «le consensus autour d'un seul candidat est devenu l'une des principales priorités. Mais avant tout, la classe politique doit convenir d'une feuille de route à même de satisfaire tout un chacun pour accompagner le candidat du consensus et lui tracer les grandes lignes», ajoutant qu'au cas où la classe politique ne parvenait pas à choisir un candidat consensuel, AHD 54 suggère «l'organisation, en même temps, d'élections présidentielle et parlementaire, avec des candidats représentant toutes les forces de la scène politique, et ce à travers une seule liste, présidentielle et parlementaire».

APS

GOUVERNEMENT

Conseil interministériel consacré aux dossiers des lotissements sociaux dans le Sud et les Hauts-Plateaux et aux locaux inexploités

Le Premier ministre, Noureddine Bedoui a présidé, dimanche, une réunion du Conseil interministériel consacrée à l'examen du dossier des lotissements sociaux dans les Hauts-Plateaux et le Sud ainsi les procédures pratiques pour mettre les locaux fermés relevant des différentes administrations et organismes publics, à la disposition des jeunes porteurs de projets, indique un communiqué des services du Premier ministre.



Concernant le premier dossier relatif aux lotissements sociaux, les ministres de l'Intérieur et des collectivités locales, des Finances et de l'Habitat ont présenté des exposés d'évaluation sur l'état d'avancement du projet de réalisation de 1.330 lotissements sociaux comprenant 248.757 parcelles de terrains au profit des habitants des wilaya des Hauts plateaux et du Sud n'ayant pas été au préalable pris en charge selon les objectifs fixés.

Après un riche débat, il a été décidé de «parachever l'opération de viabilisation de tous les lotissements sociaux au niveau des wilayas du Sud et des Hauts plateaux pour permettre aux citoyens ayant bénéficié de décisions d'affectation de parachever les procédures relatives à la construction de leurs logements».

Le Gouvernement a consacré une enveloppe financière de plus de 92 milliards de DA pour prendre en charge cette opération qui concerne l'ouverture des voiries, la réalisation des réseaux d'eau potable et d'assainissement ainsi que et le réseau d'électricité et du gaz au profit de tous les lotissements sociaux dont le nombre s'élève à 1.330 lotissements».

Il a également été décidé d'accompagner ces programmes par l'octroi d'aides financières au profit des bénéficiaires de parcelles de terrains, conformément aux conditions ju-

ridiques, parallèlement à la mise en place d'un mécanisme interministériel qui sera placé sous la tutelle du Premier ministre et chargé de l'évaluation et du suivi de la mise en oeuvre de ces décisions».

Le Conseil interministériel a, par ailleurs, évoqué le dossier relatif aux locaux commerciaux réalisés et non exploités dont le nombre s'élève à 22.754, toutes formules confondues, au niveau national relevant de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL) et des Offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI), outre un programme de 100 locaux dans chaque commune et la réalisation de 578 marchés de proximité, dont 361 actuellement exploités. Après avoir écouté les rapports présentés par les ministres de l'Intérieur, des Finances, de l'Habitat, du Travail et de la Solidarité sur la problématique de la distribution

de ces locaux aux jeunes porteurs d'idées et de projets «start-up», inscrits au titre des différents dispositifs de soutien et d'insertion des jeunes, et en vue de mettre en valeur ces locaux par des solutions juridiques visant la simplification des procédures administratives et financières qui permettent à tous les jeunes d'en bénéficier, il a été décidé de distribuer 22.754 locaux commerciaux, toutes formules confondues, aux catégories de jeunes susmentionnées et faire obligation à tous les secteurs ministériels concernés de mettre à exécution cette décision dans les plus brefs délais, et ce en coordination avec les walis de la République. Afin de valoriser les biens des collectivités locales et d'exploiter les locaux inoccupés ainsi que tous les espaces et structures économiques existants au niveau des communes, il a été décidé de «recenser tous les

biens vacants au niveau de 1.541 communes et accélérer la régularisation de leur statut juridique en coordination avec le ministère des Finances (Direction générale du domaine national), en vue de les exploiter dans le cadre de la délégation du service public, conformément aux dispositions du décret exécutif 18-199 du 02 août 2018, et ce au profit des jeunes diplômés, porteurs d'idées et de projets, tout en arrêtant un échéancier en vue de parachever toutes les mesures susmentionnées et mettre à exploitation ces biens.

Enfin, le Premier ministre a rappelé que l'exploitation optimale de tout ce qui a été réalisé par l'Etat et les Collectivités locales s'inscrivait dans le cadre de la rationalisation des dépenses publiques, sans aucune nouvelle incidence financière susceptible de porter atteinte aux grands équilibres financiers de notre pays.

SAIDA : 2.000 logements publics locatifs à attribuer en décembre 2019

Quelque 2.000 logements publics locatifs devront être attribués en décembre prochain à Saida, a-t-on appris hier des services de la wilaya.

Ce quota d'habitat comprend 1.430 logements à Hai Boukhars et le reste a été réalisé à Hai Essalem, au chef-lieu de la wilaya. Ces projets sont confiés à deux entreprises, turque et chinoise respectivement. Ces unités ont enregistré un taux d'avancement tant en construction qu'en aménagements externes. Le raccordement aux différents réseaux de

gaz naturel, d'eau et d'assainissement est en cours, a-t-on ajouté.

Parallèlement, des équipes de la daïra de Saida ont entamé, depuis le mois d'avril, des enquêtes sur les demandeurs de logement public locatif à travers les quartiers pour établir la liste définitive des bénéficiaires. La ville de Saida recense un programme d'habitat de 24.000 logements LPL dont 6.000 achevés, alors que le reste de ce quota est en cours de réalisation par l'OPGI.

BOUMERD7S : Inauguration du Centre technique des industries agroalimentaires

Le Centre technique des industries agroalimentaires de la wilaya de Boumerdès a été inauguré hier en présence de la ministre de l'Industrie et des Mines, Djamila Tamazirt.

«Il s'agit là de l'un des mécanismes de développement de l'industrie en Algérie, en la rendant plus concurrentielle, grâce à un accompagnement pluridisciplinaire, notamment dans le domaine technique, de consulting, d'analyses en laboratoire, recherche et formation», a indiqué Mme Tamazirt au cours de la mise en service de cette structure unique du genre.

La ministre a également souligné sa contribution dans la promotion économique de l'entreprise algérienne, pour la mettre au diapason des exigences du marché, a-t-elle observé.

Quant au Directeur général du Centre technique des industries agroalimentaire, Khali Mustapha, il a mis en exergue dans son exposé sur cet établissement fondé en 2012 par décret ministériel, le caractère «unique» à l'échelle nationale, des prestations assurées par cette structure,

concernant notamment les analyses de contrôle de la qualité et de protection de la sécurité alimentaire, a-t-il fait savoir.

Selon les explications fournies sur place par le DG du centre, il s'agit d'un Etablissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) placé sous la tutelle du ministère de l'Industrie et des Mines. La structure compte six laboratoires d'analyses diverses, dont les laboratoires de microbiologie et de physiologie, outre un laboratoire de recherches.

Le Centre fournit également diverses prestations, dont des formations au profit des entreprises du secteur agroalimentaire, tout en assurant un accompagnement et des consultations techniques aux opérateurs du secteur, dont particulièrement les petites et nouvelles entreprises.

A cela s'ajoute une prestation de «veille» techno-



logique. La réalisation de cette EPIC a coûté une enveloppe de près de 400 millions de dinars, outre un financement d'une valeur de 1,4 million d'euros, sous forme d'équipements fournis par l'Union européenne.

M. Khali a fait part, également, de la réalisation programmée de deux annexes régionales de ce Centre, respectivement à Biskra

(filière dattes) et Bouira (filière oléicole) dans le cadre du programme de l'Union européenne, pour le soutien des secteurs de l'agriculture et des ressources en eau.

Une demande a été également introduite en vue de l'ouverture d'autres sections, à travers le pays, pour la couverture de différents produits agricoles, a-t-il ajouté.

FINANCES

Les Entreprises publiques économiques sont soumises au contrôle de la Cour des comptes

Les Entreprises publiques économiques (EPE) sont soumises au contrôle de la Cour des comptes, mais différemment des entités administratives, régies par la comptabilité publique, a affirmé hier à Alger le président de la Cour, Abdelkader Benmarouf.

«Les EPE sont soumises au contrôle de la Cour des comptes, contrôle, du reste, confirmé par l'article 192 de la Constitution qui dispose que la Cour des comptes est chargée du contrôle «des capitaux marchands de l'Etat», a-t-il expliqué dans une déclaration à l'APS.

«Les EPE ne sont pas soumises, en revanche, en ce qui concerne leurs finances, à la reddition des comptes et à l'apurement de ceux-ci dans les mêmes formes que les entités administratives, régies par la comptabilité publique», a-t-il précisé.

M. Benmarouf a, dans ce contexte, relevé que les revenus des entreprises publiques commerciales sont considérés comme des deniers privés, sachant que le denier public représente toute ressource provenant du Trésor public au profit des administrations publiques, en plus des subventions accordées aux entreprises publiques économiques. Selon lui, les finances d'une entreprise publique, comme le groupe Sonatrach, par exemple, sont des finances privées car il s'agit d'une entreprise commerciale même si son capital est public.

Instituée en 1976, la Cour des Comptes veille à l'utilisation régulière et efficiente des fonds publics, la promotion de la transparence dans la gestion des finances publiques et le renforcement de la lutte contre la fraude. Elle est dotée de 170 magistrats et de 45 vérificateurs financiers. Sur quelque 10.000 comptes publics existants en Algérie, la Cour traite en moyenne 600 comptes/an au niveau de ses huit chambres nationales et neuf chambres territoriales. Les comptes des ministères sont examinés annuellement dans le cadre du projet de loi sur le règlement budgétaire de l'exercice N-3, alors que les comptes des collectivités locales sont examinés sur une période de trois ans. C'est-à-dire que la Cour examine et apure annuellement les comptes de 600 communes environ pour arriver à examiner, au bout de trois ans au maximum, les comptes des 1.541 communes que compte le pays avant de recommencer l'examen de nouveau. Suite à l'examen des comptes publics, la Cour élabore, a-t-il dit, son rapport annuel en plus de son rapport d'appréciation sur le règlement budgétaire.

Une dizaine de dossiers, portant notamment sur les marchés publics (les prix, les quantités, la qualité des équipements, l'opacité dans l'octroi des contrats...) est transmise annuellement à la Justice par la Cour, a-t-il fait savoir.

LA MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES, DJAMILA TAMAZIRT : «Près de 241 milliards DA d'investissements dans l'agroalimentaire en 2018»

Près de 241 milliards de dinars d'investissements (publics et privés) ont été enregistrés dans le secteur agroalimentaire en 2018 à l'échelle nationale, a déclaré hier à Boumerdès la ministre de l'Industrie et des Mines, Djamila Tamazirt.

«Une grande partie de ce montant, enregistré auprès de l'Agence nationale pour le développement de l'investissement, relève du secteur privé», a ajouté la ministre, dans son intervention à l'issue de l'inauguration du Centre technique des industries agroalimentaire et d'une visite d'inspection à l'Office national de recherche biologique et minière de la ville de Boumerdès. Mme Tamazirt a fait part la création prévisionnelle de 20.000 emplois grâce à ces investissements. La ministre de l'Industrie

et des Mines a, par la même, souligné la «grande importance» dévolue au secteur agroalimentaire en Algérie.

Avec près de 23.000 entreprises actives, le secteur contribue à raison de 50% dans la production nationale industrielle. Il présente, en outre, un taux de croissance de 6%/an qui le classe «2ème exportateur national après les hydrocarbures». Mme Tamazirt a mis en exergue les stratégies de développement mises en place par les autorités publiques, dans l'objectif de «diversifier l'économie nationale et de la libérer de la dépendance aux hydrocarbures», estimant qu'il est possible de réaliser cet objectif à travers, notamment, la création d'espaces de dialogue et de consultation entre producteurs, opérateurs et responsables du secteur,

parallèlement à la réalisation des structures nécessaires pour ce faire.» Poursuivant sur sa lancée, Djamila Tamazirt a appelé à l'impératif «soutien de la production nationale en vue de réduire le volume des importations en agroalimentaire, tout en relevant son taux d'intégration», a-t-elle dit, avant de recommander l'encouragement d'un partenariat entre l'agriculteur-producteur, et l'opérateur industriel, parallèlement au soutien des conseils interprofessionnels des différentes filières agricoles.» Outre l'inauguration du Centre technique des industries agroalimentaires, la ministre de l'Industrie et des Mines a pris part à la cérémonie de célébration du 45ème anniversaire de la fondation de l'Office national de recherche géologique et minière.

GVAPRO:

Commercialisation d'importantes quantités de tomates pour réduire les prix durant Ramadhan (PDG)

Le Groupe de valorisation des produits agricoles (GVAPRO) commercialisera, durant le mois de ramadan, 250 tonnes de tomates en vue d'en réduire les prix, qui enregistrent une forte hausse depuis des semaines, a annoncé hier à Alger le président directeur général de ce groupe public, Mustapha Belhanini.

«Le Groupe a décidé le déstockage de tous les volumes de tomate pour assurer sa disponibilité sur le marché durant le ramadan et casser les prix», a précisé M. Belhanini lors d'une conférence de presse.

Ainsi, le consommateur pourra acheter la tomate à 80 DA/kg, alors que son prix avoisine ces derniers jours les 100

DA aux marchés de gros.

«Nous avons préféré ne pas vendre nos tomates aux marchés de gros mais les mettre directement à la portée du consommateur au niveau de nos points de vente», a déclaré le PDG du Groupe, ajoutant que «les entreprises publiques sont toujours les premières à prendre des initiatives visant la régulation du marché».

Soulignant que toutes les quantités de tomate que le Groupe commercialise durant ramadan sont produites dans des serres, M. Belhanini a ajouté que l'entrée de la tomate saisonnière est attendue pour le début de juin.

Habituellement GVAPRO

commercialise, durant le Ramadan, ses produits agricoles directement aux citoyens, mais il a été décidé, pour la première fois, d'écouler la tomate au niveau de ses points de vente.

Outre la tomate, le Groupe commercialisera 200 tonnes de dattes, 50 tonnes d'olives ainsi que des quantités considérables de l'huile d'olive en vue d'assurer la disponibilité, à des prix «concurrentiels», de ces produits qui enregistrent une forte demande durant le Ramadan.

En outre, M. Belhanini n'a pas écarté la possibilité de voir d'autres types de produits agricoles entrés sur le marché, durant la deuxième semaine de Ramadhan, si une hausse des prix est enregis-

trée.

Les points de vente du Groupe sont répartis à travers les quartiers «El Kettani» (Bab El Oued) et Hussein Dey à Alger, à Oran ainsi qu'à Biskra.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre du plan d'approvisionnement en produits agricoles, durant le Ramadhan, supervisé par le ministère de l'Agriculture, le ministère du Commerce et le ministère de l'Intérieur.

En vigueur à partir de dimanche dernier, sur l'ensemble des marchés du pays, le plan d'approvisionnement comprend également la mise en place de prix de référence pour les légumes de base, la banane et la viande bovine importée. Selon

le plan, le prix de référence pour la tomate variera entre 60 et 80 DA au niveau du gros et entre 90 et 110 DA au niveau du détail.

Créé en décembre 2016, suite à la restructuration des Sociétés de gestion de participations de l'Etat (SGP) du secteur de l'agriculture en quatre groupes dans le cadre de la réorganisation du secteur public marchand décidée par les pouvoirs publics, GVAPRO gère 74 fermes pilote, dont 33 en partenariat avec des opérateurs privés, avec pour mission principale, le suivi et le développement de différentes filières agricoles et la valorisation des produits agricoles.

CRÉDITS IMMOBILIERS: La réduction des taux continue en avril



Les banques françaises ont très fortement réduit en avril les taux d'intérêt des crédits immobiliers aux particuliers, leur niveau étant désormais tout proche du plancher historique, montre une étude mensuelle publiée hier. «Jamais par le passé l'accès aux crédits immobiliers n'aura été rendu aussi facile par les établissements bancaires», résume dans un communiqué l'observatoire Crédit Logement/CSA. Le premier organisme regroupe les principales banques françaises, le second est un institut d'études de marché.

Toutes durées confondues, les taux d'intérêt des crédits immobiliers du secteur concurrentiels se sont en moyenne établis à 1,35% en avril, contre 1,39% le mois précédent. «Les taux des crédits immobiliers reculent donc toujours et ils ont presque rejoint leur minimum historique de novembre 2016», à 1,33%, souligne l'observatoire. De plus, depuis cette époque, l'inflation a, elle, accéléré en France - les prix s'inscrivent en hausse de 1,2% en avril sur un an -, ce qui signifie théoriquement que l'on peut presque gagner du pouvoir d'achat en empruntant.

Toutefois, les chiffres de l'observatoire s'entendent bruts et ne comprennent par exemple pas l'assurance des prêts, systématiquement demandée par le créancier. Au niveau particulièrement bas des taux s'ajoute celui historiquement long des délais de remboursement octroyés par les banques.

Le délai moyen, supérieur d'environ deux ans et demi à ce qu'il était en 2014, marque néanmoins un petit recul en avril comme déjà le mois précédent: les durées de prêts baissent à 227 mois contre 228 en mars. Le crédit immobilier est entré l'an dernier dans une situation historique à plusieurs égards en France. Ses encours totaux ont notamment atteint un niveau sans précédent à plus de 1.000 milliards d'euros, selon les données de la Banque de France.

INDONÉSIE: Repli à 5,07% de la croissance du PIB au premier trimestre



L'agence nationale indonésienne des statistiques, a annoncé, hier que la croissance de l'économie de ce pays a ralenti à 5,07% au premier trimestre sur un an, dans le sillage d'une baisse des exportations pour la première fois depuis 2016 en raison d'une demande fléchissante pour les matières premières.

La croissance du PIB indonésien sur les trois premiers mois de l'année est ressortie quasi identique à celle de la même période de 2018 mais inférieure aux attentes du consensus publié par Bloomberg.

Elle est en léger retrait par rapport au quatrième trimestre de 2018, qui avait affiché une croissance du PIB de 5,2%. L'économie indonésienne, la plus importante d'Asie du Sud-Est, a été stimulée par une hausse des dépenses de l'Etat mais les exportations et les importations sont en baisse. Le pays riche en matières premières a vu son déficit commercial se creuser alors que la demande pour ses deux principaux postes d'exportation, l'huile de palme et le charbon, est déclinante. «La faiblesse des exportations devrait se maintenir», indique le cabinet Capital Economics dans une note de commentaire. Si les chiffres officiels devraient montrer une croissance stable aux environs de 5% cette année, note Capital Economics, le cabinet estime que l'économie indonésienne pourrait ralentir à 4,5% en 2019, selon ses propres calculs.

ENERGIE: Total veut acquérir les actifs d'Anadarko en Algérie et dans trois pays africains

Total a annoncé avoir signé un accord engageant avec Occidental en vue de l'acquisition des actifs du groupe pétrolier américain Anadarko en Algérie, Ghana, Mozambique et Afrique du Sud, a-t-on appris hier du groupe français.

L'accord, d'un montant de 8,8 milliards de dollars, s'inscrit dans l'éventualité d'un succès de l'offre en cours d'Occidental pour le rachat de Anadarko, a précisé Total dans un communiqué parvenu à l'APS.

«Cette transaction est donc conditionnée à la signature et à la finalisation de l'acquisition envisagée d'Anadarko par Occidental ainsi qu'à l'approbation par les autorités compétentes», a-t-on expliqué, soulignant que la finalisation de la transaction entre Occidental et Total devrait avoir lieu en 2020.

Anadarko est opérateur en Algérie des blocks 404a et 208 avec une participation de 24,5 % dans le bassin du Berkine (champs d'Hassi Berkine, Ourhoud et El Merk) dans lesquels Total détient déjà 12,25 %.

En 2018, la production de ces champs a été de 320.000 bepj (barils équivalent pétrole par jour) de pétrole, a indiqué la même source.

En ce qui concerne le Ghana, Anadarko possède des participations de 27 % dans le champ de Jubilee et 19 % dans les champs de TEN, dont la production en 2018 a été de 143.000 b/j de pétrole et de gaz. Avec une participation de 26,5 % au Mozambique, le groupe américain est opérateur de l'Area 1 sur laquelle un projet LNG de 12,8 Mt par an. Selon Total, ce projet est «proche» de la décision finale d'investissement.

«L'Area 1 contient plus de 60 Tcf (Trillion cubic feet) de ressources de gaz dont 18 Tcf seront valorisés au travers de deux premiers trains de GNL



dont le démarrage est attendu en 2024», a-t-on précisé, alors qu'en Afrique du Sud, les licences d'exploration proches de Brulpadda est une découverte réalisée récemment par Total.

«L'ensemble de ces actifs représente environ 1,2 milliards de barils de réserves prouvées et probables, dont 70 % de gaz, ainsi que 2 milliards de barils de ressources long terme de gaz naturel au Mozambique.

La production en quote-part était de 96 kbpj en 2018 et devrait croître à environ 160 kbpj d'ici à 2025», a expliqué le groupe français, un acteur majeur de l'énergie.

«Si elle se réalise, l'acquisition d'Anadarko par Occidental nous offre l'opportunité d'acquérir un portefeuille d'actifs de classe mondiale en Afrique, ce qui renforcerait notre posi-

tion de leader parmi les sociétés privées internationales sur le continent», a-t-on estimé, soutenant qu'en acquérant les actifs d'Anadarko en Algérie, Total deviendra un opérateur d'actifs pétroliers majeurs.

Selon le P-DG du groupe, Patrick Pouyanné, «Total s'est engagé à exécuter cette transaction dans les meilleures conditions, dans le cas où l'offre d'Occidental serait retenue pour l'acquisition d'Anadarko.

Cette transaction permettrait à Total et à Occidental de sortir tous les deux gagnants», ainsi, a-t-il poursuivi, «Total accéderait à plus de 3 milliards de barils de ressources et Occidental et renforcerait son bilan suite à l'acquisition d'Anadarko en revendant immédiatement les actifs à l'international de Anadarko».

PÉTROLE: Le panier de l'Opep se maintient à plus de 70 dollars le baril

Le prix du panier de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), a terminé la semaine à 70,61 dollars le baril, contre 70,98 dollars la veille (jeudi), a indiqué hier l'Organisation pétrolière sur son site web.

Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen (Congo), Orient (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi Light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery

(Venezuela). Les cours de l'or noir ont terminé la semaine en légère hausse.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet a clôturé à 70,85 dollars à Londres, en hausse de 10 cents par rapport à la clôture de jeudi.

A New York, le baril de WTI pour le contrat de juin a gagné 13 cents à 61,94 dollars. Sur la semaine, le Brent a toutefois cédé 1,8% et le WTI 2,1%. Cette hausse intervient dans un contexte géopolitique particulier.

Le 1er mai, les Etats-Unies ont mis fin aux exemptions qu'ils avaient accordées auparavant aux huit principaux pays acheteurs de brut iranien, la plupart situés en Asie, qui leur permettaient de continuer d'importer des volumes

limités. Cependant, plusieurs pays, comme l'Arabie saoudite, ont promis qu'ils compenseraient les pertes pour les acheteurs de brut.

«J'ai dit au secrétaire général de l'OPEP, que l'organisation était menacée en raison de démarches unilatérales de certains de ses membres et risque de s'effondrer», a dit jeudi le ministre iranien du Pétrole, Bijan Zanganeh, à l'issue de son entretien avec Mohamed Barkindo en visite à Téhéran, cité par l'agence Shana. Zanganeh a averti que «si des membres quelconques de l'OPEP proférait des menaces à l'encontre de l'Iran, celui-ci ne s'y soustrairait pas», selon la même source.

Pour sa part, Barkindo a promis jeudi de «faire en

sorte d'éviter toute crise énergétique».

L'Organisation et ses partenaires, à leur tête la Russie réduisent leur production de 1,2 million de b/j à compter du 1er janvier 2019 pour six mois.

Une réunion décisive de l'Opep est programmée pour le 26 juin prochain à Vienne afin de discuter de la décision de renouvellement de leur accord de réduction de la production. Il s'agit de la sixième rencontre ministérielle des pays OPEP et non Opep qui sera précédée par la 176 conférence de l'Opep programmée pour le 25 juin.

D'autre part, la quatorzième réunion du comité ministériel de suivi Opep et non-Opep (JMMC) est prévue pour le 19 mai en cours à Djeddah en Arabie saoudite.

ESPAGNE: 3,16 millions de chômeurs jusqu'à avril

Le ministère Espagnol du Travail a annoncé hier que le nombre de demandeurs d'emploi a diminué en Espagne au mois d'avril à 3,16 millions de personnes. Les données mensuelles du ministère font état de 91.518 inscrits dans une agence pour l'emploi de moins qu'en mars, soit une baisse de 2,8%. En 2018, la baisse au mois d'avril avait été de 86.683 personnes. Sur un an, le nombre de chômeurs a baissé de 172.302, soit 5,2% de moins, poursuivant son reflux entamé en 2013 après des années de

crise. La baisse est tirée par le secteur des services, de loin le premier secteur d'emploi en Espagne, avec quelque 81.000 chômeurs de moins qu'en mars. Les demandeurs d'emploi sont également moins nombreux dans l'agriculture et l'industrie hors construction. Les jeunes de moins de 25 ans ont davantage bénéficié en avril de la baisse du chômage que l'ensemble de la population. Par régions, le nombre de chômeurs a diminué plus fortement en Andalousie, en Catalogne et dans les

très touristiques îles Baléares, lors d'un mois marqué par la Semaine sainte, période de vacances très suivie en Espagne.

Mais la qualité de l'emploi créé recule: le nombre de contrats à durée indéterminée signés baisse de 2,7% sur un mois et de 7,8% sur un an.

Le ministère ne fournit pas de taux de chômage, laissant cela à l'Institut national de la statistique (INE) dont les données, calculées différemment, font référence.

SIDÉRURGIE: ArcelorMittal abaisse provisoirement sa production d'acier en Europe

ArcelorMittal, le géant mondial de la sidérurgie, a annoncé hier une réduction provisoire de sa production d'acier brut en Europe, en raison notamment d'une demande en baisse conjuguée à des importations en progression et à des prix de l'énergie élevés.

Le groupe a indiqué qu'il allait temporairement arrêter la production dans son usine polonaise de Cracovie et la réduire sur son site des Asturies en Espagne, selon un communiqué.

De plus, le groupe va ralentir l'accélération prévue des expéditions d'acier d'ArcelorMittal Italie, qui devaient atteindre jusqu'à 6 millions de tonnes par an, pour «optimiser les coûts» et privilégier «la qualité aux volumes». «Ces actions se traduiraient ensemble par une réduction temporaire de la production annuelle d'environ 3 millions de tonnes», a précisé ArcelorMittal.

A Cracovie, la production primaire d'acier (haut fourneau et aciérie) sera arrêtée temporairement.

Le marché polonais de l'acier a été particulièrement affecté, en raison notamment d'un quadruplement des importations de Russie en 2018 et de prix de l'énergie parmi les plus élevés en Europe.

Dans les Asturies, la production primaire sera réduite: les coûts de l'électricité sont aussi très élevés en Espagne et le sud de l'Europe a été touché par «une augmentation sans précédent des importations venant de l'extérieur de l'UE», a expliqué le groupe.

Cette décision «regrettable» mais «nécessaire» est due à «la combinaison d'une demande faiblissante, d'importations en hausse couplées à une protection commerciale insuffisante de l'UE, de coûts de l'énergie élevés et de coûts du carbone en hausse», selon ArcelorMittal. Cette



mesure «n'a pas été prise à la légère», a souligné Geert van Poelvoorde, directeur général d'ArcelorMittal Europe produits plats, cité dans le communiqué. «Nous en comprenons l'impact sur les salariés et les communautés locales» et «nous allons nous assurer que des mesures sociales sont mises en place pour les soutenir durant la période». Outre la faiblesse de la demande d'acier en Europe actuellement, le dirigeant a pointé le poids des importations en hausse «malgré les mesures de sauvegarde mises en place par la Commission européenne».

ArcelorMittal demande un renforcement des sauvegardes pour prévenir une nouvelle hausse des importations en Europe dans un contexte de surcapacité de production mondiale. En dépit des tarifs

douaniers permanents instaurés en février 2019, les importations d'acier plat en Europe ont connu une hausse continue, selon le groupe, qui affirme que ces importations sont actuellement à un niveau record. Les importations de produits laminés à chaud ont augmenté de 37% depuis 2017, a indiqué ArcelorMittal.

Le groupe appelle aussi à une «frontière verte» pour s'assurer que l'acier importé ait les mêmes coûts carbone que celui des producteurs européens.

Le prix du carbone a augmenté de 230% depuis début 2018, créant une pression sur la compétitivité des producteurs européens, a observé ArcelorMittal, en soulignant que le système européen de quotas d'émission (ETS) ne pèse que sur l'acier produit en Europe

CHINE: Forte croissance des services en avril



L'activité dans les services en Chine a connu en avril sa plus forte accélération depuis 15 mois, selon un indice indépendant annoncé hier. L'indice des directeurs d'achat (PMI) pour les services, calculé par le cabinet IHS Markit et publié par le groupe de médias Caixin, s'est établi à 54,5 le mois dernier, contre 54,4 en mars.

Ce secteur crucial de la deuxième économie mondiale continue donc de progresser à un rythme soutenu: un chiffre au-dessus de 50 témoigne d'une expansion de l'activité, et en-deçà d'une contraction.

Les entreprises de services ont fait état d'une «solide progression» de leurs carnets de commandes, attribuée à «une amélioration (de leurs) stratégies marketing, de nouveaux produits et une forte demande du marché».

Il s'agit de la hausse la plus rapide de cet indice PMI depuis janvier 2018, souligne l'enquête de Caixin.

Les commandes à l'exportation dans les services ont par ailleurs connu en avril leur plus forte hausse depuis septembre 2014, certaines entreprises ayant fait état «d'efforts accrus» pour développer leur clientèle à l'étranger, au moment où la croissance du PIB du géant asiatique a atteint l'an dernier son plus bas niveau en près de trente ans.

L'indice PMI pour les services de Caixin, calculé de façon indépendante à partir de sondages d'entreprises, est très suivi: les services, vers lesquels la Chine entend rééquilibrer son modèle économique, constituent plus de la moitié de son PIB et sont pour elle un moteur de croissance essentiel.

Par ailleurs, l'indice composite PMI de Markit-Caixin (qui agrège services et industrie manufacturière), s'est établi en avril en légère baisse à 52,7 contre 52,9 en mars.

«Dans l'ensemble, l'économie chinoise s'est montrée résistante en avril, en particulier dans le secteur des services», souligne Zhong Zhengsheng, analyste de CBEM, cabinet affilié à Caixin, cité dans un communiqué.

«Mais les entreprises (chinoises) n'ont pas retrouvé leur confiance», tempère-t-il, dans un contexte de guerre commerciale avec les États-Unis.

«Les marchés doivent faire preuve de patience et attendre que l'économie se stabilise», estime M. Zhong.

Lundi matin, la Bourse de Shanghai accélérât sa chute (-5,1% peu avant 03H00 GMT), après les nouvelles menaces du président américain Donald Trump de relever des droits de douane sur 200 milliards de dollars d'exportations chinoises annuelles aux États-Unis dès vendredi.

Chine: La PBOC réduit le taux de réserves obligatoires des petites banques

Une réduction de trois points de pourcentage du taux de réserves obligatoires des petites banques, a été annoncée hier par la banque centrale chinoise (PBOC).

Le taux de réserves obligatoires est la part des dépôts que les banques sont tenues de garder dans leurs coffres.

Il sera abaissé à 8% le 15 mai pour les petites banques, contre 11% actuellement, a indiqué la PBOC dans un communiqué.

Selon la banque centrale, la baisse du taux de réserves obligatoires permettra de libérer 280 milliards de yuans (37 milliards d'euros) de fonds supplémentaires et concernera environ un millier d'établissements. Cette annonce est intervenue quelques heures après que Donald Trump a annoncé dimanche une hausse immédiate des droits de douane sur des produits chinois représentant 200 milliards de dollars d'importations annuelles.

Le président américain a pris cette décision à quelques jours de la tenue de négociations bilatérales à Washington, présentées comme ultimes avant la signature d'un accord ou la reprise de la guerre commerciale.

Cette initiative de la PBOC vise à encourager les établissements financiers à accorder davantage de crédits aux petites et très petites entreprises, et plus globalement au secteur privé.

APS

FRANCE: Léger rebondissement de l'activité dans le secteur des services en avril

L'activité du secteur des services français a légèrement augmenté en avril après la contraction observée le mois précédent, en raison notamment d'une hausse du volume des nouvelles affaires, selon l'indice PMI publié lundi par IHS Markit. D'après le cabinet d'analyse économique, l'indice des directeurs d'achat (PMI) pour les services, élaboré auprès d'un panel d'environ 400 entreprises, a atteint 50,1 points, contre 48,9 points en mars. L'indice composite de l'activité globale, qui intègre également le secteur manufacturier, est passé de son côté de 49,1 points à 50,5 points. Ce

chiffre est légèrement supérieur à une première estimation publiée le 18 avril par IHS Markit (50 points). Un niveau inférieur à 50 point signale un repli de l'activité, tandis qu'une valeur supérieure à cette limite traduit une expansion.

«Le retour à la croissance dans le secteur des services a permis de compenser une nouvelle baisse de la production dans le secteur manufacturier et de stabiliser l'activité globale», souligne Eliot Kerr, économiste chez IHS Markit. Selon le cabinet, les bonnes performances des prestataires de services ont reposé sur une hausse des

nouvelles affaires -- la première depuis le début des manifestations des «gilets jaunes» en novembre dernier. Cette progression «repose sur un raffermissement de la demande intérieure, les nouvelles affaires à l'export ayant en effet diminué pour le cinquième mois consécutif en avril», souligne IHS Markit.

La hausse de l'activité a par ailleurs favorisé un renforcement de la croissance de l'emploi, même si le taux de création de postes demeure inférieur à sa moyenne de long terme. Cette tendance témoigne «de la disparition progressive des répercussions écono-

miques du mouvement» des gilets jaunes, juge Eliot Kerr.

«En outre, les mesures de réduction d'impôt sur le revenu et d'augmentation des retraites annoncées» par Emmanuel Macron «devraient apaiser les manifestants, l'impact de leurs actions s'étant déjà par ailleurs atténué au cours des deux derniers mois», ajoute-t-il.

D'après IHS Markit, les perspectives d'activité ont ainsi atteint leur plus haut niveau depuis sept mois en avril, les entreprises fondant généralement leur optimisme sur des projets de développement de leurs activités commerciales.

INSEE: Une forte hausse attendue par les industriels en 2019 en France

Une forte hausse dans le domaine des investissements est attendue en 2019 par des industriels français qui ont légèrement remonté leur prévision après une stabilité en 2018, indiquait hier l'Insee dans son enquête trimestrielle.

Ces industriels tablent sur une hausse de 11% de ces investissements. En janvier, lors de la précé-

dente enquête, les industriels interrogés par l'institut statistique tablaient sur une croissance de leurs investissements de 10%. L'Insee note que la hausse d'un point est supérieure à la moyenne à cette période de l'année où en général les industriels confirment leur anticipation de début d'année. Selon l'enquête de l'Insee, l'investissement «accélére-

rait vivement» notamment dans le secteur des biens d'équipement et «rebondirait vigoureusement» dans l'industrie alimentaire et les matériels de transports. L'Insee rappelle que la prévision d'investissement pourrait être révisée, car le chiffre avancé en avril est en moyenne supérieur de 4 points au niveau final.

PARC NATIONAL DE BELEZMA (BATNA) : Plus de 900 sacs d'ordures ramassés

Plus de 900 gros sacs d'ordures et de débris divers ont été ramassés durant toute la journée de samedi par des amoureux de la nature dans la majestueuse forêt de cèdres du parc national de Belezma (Batna) au cours d'une opération de nettoyage, a-t-on appris, dimanche, des organisateurs. Plus de 50 jeunes bénévoles ont participé à cette initiative intitulée «hike and clean» (randonnée et nettoyage), lancée par le club «Cèdres des Aurès», avec le concours des services de la Conservation des forêts, du parc de Belezma, l'Entreprise régionale du génie rural (ERGR) et des associations et collectifs. Plusieurs quintaux de débris ont été ainsi enlevés de cette forêt par les bénévoles baignés par la fine pluie et enveloppés par la brume matinale «dans une atmosphère gratifiante», assure Hakim du club «Nat Aurès» venu accompagné de son fils de 13 ans.

L'essentiel des déchets ramassés se compose de bouteilles et de canettes de boissons alcoolisées, ainsi que de plastique à usage unique (sacs, bouteilles, assiettes, couverts, pailles et verres) et autres couches bébés et lingettes, «des fibres textiles imbibées de produits chimiques dont la décomposition est très complexe», ajoute Hakim.

«C'était une journée de pure oxygénation dans une forêt magnifique de cèdres et de pins qu'on a eu l'occasion de dépolluer «partiellement» des déchets (jetés par) «d'individus inconscients», affirme Salah, un participant à l'opération de nettoyage. Ajouté au Réseau mondial des réserves de biosphère de l'UNESCO par le Programme sur l'Homme et la biosphère, le parc national de Belezma, s'étend sur une superficie de 26 250 hectares.

Il englobe 5,315 hectares de cèdres de l'Atlas, soit presque le tiers des cédrals d'Algérie.

Plusieurs fois centenaires, cet arbre, emblématique de la région des Aurès, est une espèce protégée en Algérie et endémique à l'Afrique du Nord.

BOUIRA: Zbarbar et El-Mokrani raccordées d'ici à fin 2019 au réseau de gaz

Les deux communes montagneuses de Zbarbar et El-Mokrani (Ouest de Bouira) seront raccordées au réseau de gaz naturel d'ici à la fin de l'année en cours, a indiqué dimanche la chargée de la communication de la société de distribution de l'électricité et du gaz de Bouira, Ouidad Benyoucef.

Sur les 45 communes que compte la wilaya de Bouira, «nous avons 43 qui sont raccordées au réseau du gaz naturel, soit un taux de 84 %», a expliqué à l'APS Mlle Benyoucef, précisant que les deux collectivités restantes, à savoir Zbarbar et El-Mokrani, le seront d'ici à la fin de l'année 2019.

La Direction de distribution de l'électricité et du gaz de Bouira, qui compte actuellement plus de 126 000 abonnés, a pu renforcer en 2018 le réseau de gaz avec trois kilomètres supplémentaires afin de permettre le raccordement de certains foyers, notamment pour quelques zones éparses.

Elle prévoit en 2019 de renforcer le réseau de gaz à Kadiria et Dirah, avec la réalisation de 3,3 kilomètres pour une enveloppe financière de 24 millions de dinars, a détaillé la même responsable.

Par ailleurs, Ouidad Benyoucef a précisé que la campagne de sensibilisation sur les risques liés à la mauvaise utilisation du gaz avait pris fin, déplorant le fait que le nombre de cas d'asphyxie a augmenté par rapport à la même période de 2018.

«En 2019, nous avons enregistré 60 cas d'asphyxie, 58 personnes avaient été sauvées et deux décédées, alors qu'en 2018, le nombre d'asphyxie était uniquement de 24 cas, dont la principale cause est le manque d'aération», a-t-elle indiqué, précisant que durant la campagne de sensibilisation 2019, la direction de distribution de Bouira a organisé neuf journées «portes ouvertes».

Dans le cadre de cette campagne plus de 300 foyers avaient été ciblés par une opération porte-à-porte pour sensibiliser les familles sur les risques de la mauvaise utilisation du gaz, notamment durant l'hiver, a rappelé Mlle Benyoucef.

ALGER: Réception en juillet des premiers quotas de logements LPL

Les premiers quotas de logements publics locatifs (LPL) seront réceptionnés, en juillet dans la wilaya d'Alger, sur un total de 30.000 logements (LPL) en cours de réalisation, a indiqué dimanche le Directeur de l'habitat de la wilaya d'Alger, Medjani Mohamed.

En marge d'une opération de relogement de plus de 170 familles habitant dans des bâtiments menaçant ruines à la Casbah dans le cadre de la 25e opération de relogement, M. Medjani a précisé à l'APS que le premier quota, sur un total de 30.000 logements de type LPL en cours de réalisation à Alger sera livré, en juillet dès l'achèvement des travaux d'aménagement et de raccordement dont le taux d'avancement varie entre 10 et 90%.

Plus de 170 familles occupant 39 immeubles classés dans la zone



rouge à la commune de la Casbah ont été relogés au deuxième jour de la 5ème opération de relogement (4-5 mai en cours), a-t-il souligné.

A rappeler que le wali d'Alger, Abdelkhalik Sayouda a fait savoir qu'il y'aurait plusieurs opérations à Alger dont le coup d'envoi sera donné

après la fin des examens de fin d'année pour ne pas perturber les élèves.

Pour ce qui est des recours introduits par les familles exclues des opérations précédentes, depuis juin 2014, M. Sayouda a rassuré qu'ils étaient en cours d'examen en toute transparence.

BORDJ BOU-ARRERIDJ: De nouveaux ouvrages hydrauliques pour renforcer l'AEP durant le mois de Ramadhan et l'été (ADE)

Le secteur de l'hydraulique a été doté dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj de plusieurs ouvrages supplémentaires destinés à renforcer l'amélioration de l'alimentation en eau potable (AEP) durant le mois de Ramadhan et la saison estivale, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale de l'Algérienne des eaux (ADE).

La chargée de communication au sein de cette direction, Salima Boudrouaz, a indiqué à l'APS qu'une série de mesures a été prise pour faire face à la hausse de la demande en eau pendant

la saison estivale, affirmant qu'un programme visant l'amélioration de la distribution de l'eau potable a été établi, et ce, à la faveur de l'entrée en service de plusieurs forages à l'instar de celui de la zone de Ain Soltane, au chef-lieu de wilaya, et ceux de «Kouta» et «Sidi Said», dans la commune de Bordj Ghedir.

Concernant la distribution de l'eau potable, elle est devenue quotidienne dans les communes de Bordj Bou Arreridj, Sidi Mebarek et Ain Tagherout, tandis que 8 autres localités à l'instar des communes de Ras El Oued, Ain Tesra, Bordj Ghedir, El Ancer, Ghilassa, Tixter, Bir

Kasdali et Khellil sont alimentés 1 jour sur 2, a fait savoir la même responsable, soulignant que le reste des communes en bénéficie 1 jour sur 3.

Les quartiers «karia chamalia», le secteur «D», et le lotissement des 1044 parcelles du chef-lieu de wilaya ont fait l'objet d'une opération de renouvellement du réseau d'eau potable nécessitant la mobilisation d'une enveloppe financière de 550 millions DA, a ajouté la même source.

Parallèlement, les services de l'ADE ont engagé une action concernant le nettoyage de 8 réservoirs répartis sur 15 com-

munes de la wilaya gérés par cette entreprise, confie la même source, précisant que cette initiative qui sera achevée durant le mois de mai en cours vise la prévention contre les maladies à transmission hydrique.

Par ailleurs, il a été procédé également à la réception de la partie endommagée de la conduite d'adduction des eaux vers la commune de Hasnaoua sur une longueur de 7,5 km, ce qui a permis à cette collectivité locale de s'approvisionner en eau potable d'une manière correcte, ont signalé des responsables de l'ADE.

MASCARA: Entrée en service du nouveau siège de l'unité de la Protection civile de la ville de Mohammadia

Le nouveau siège de l'unité de la protection civile de la ville de Mohammadia est entré en service, a-t-on appris dimanche du chargé de la communication à la Direction de la protection civile de la wilaya de Mascara, Le lieutenant Tahar Mehenni. Le directeur de la protection civile de la wilaya, le lieutenant-colonel Mohamed Chaheb El Ain, a présidé, en présence des autorités locales de la daïra de Mohammadia, la cérémonie de transfert des ressources humaines et des moyens matériels de la protection civile de l'ancien siège, situé au centre-ville, à la nouvelle structure édifée au niveau du nouveau pôle urbain qui dispose de moyens nécessaires à son fonctionnement avec, en prime, du matériel d'intervention et de secours.

Le nouveau siège de l'unité secondaire de la protection civile de la ville

de Mohammadia a coûté 120 millions DA, a estimé le lieutenant Tahar Mehenni.

Il s'agit de la troisième infrastructure d'importance qui vient d'être récemment mise en service après l'unité secondaire de la ville de Sig et le poste avancé de la commune de Zelamta, qui ont coûté respectivement 120 millions DA et 35 millions DA, a-t-il fait savoir.

Il est prévu, selon le chargé de la communication de la Direction de la protection civile de la wilaya de Mascara, l'entame des travaux de réalisation de l'unité secondaire de la protection civile au niveau de la commune d'Ain Fares pour assurer une meilleure couverture de la RN 7, reliant les wilayas de Mascara et Relizane, qui connaît une circulation dense, si l'on considère l'axe routier reliant les wilayas dans le Sud-ouest

du pays et Alger. Selon la même source, il sera procédé «prochainement» au lancement des travaux de réalisation d'autres unités secondaires de la protection civile au niveau des communes de Aouf, Tizi, Hachem et Oggaz.

Ainsi, il ne restera qu'une seule commune celle d'Ain Fekkane, chef-lieu de daïra, au demeurant dépourvue d'infrastructures de la protection civile.

La wilaya de Mascara dispose d'une unité principale de la protection civile, au chef-lieu de wilaya, et sept unités secondaires au niveau des communes chef-lieux de daïras, quatre postes avancés et un seul poste de secours routier au niveau de la commune de Ras El Ain Amirouche devant assurer la couverture de l'autoroute Est-Ouest.

SELON UN COMMUNIQUÉ DE LA DGSN: Campagne de sensibilisation aux dangers des routes durant le mois de Ramadhan

La Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) a lancé une campagne nationale de sensibilisation aux dangers de la route, une initiative visant à sensibiliser les citoyens au respect du code de la route pour réduire le nombre d'accidents durant le mois sacré de Ramadhan, a indiqué dimanche un communiqué des services de communication de la DGSN.

Cette campagne nationale de sensibilisation organisée sous le slogan «Ensemble pour un Ramadhan sans accidents», verra la programmation d'activités de proximité au profit des conducteurs, et des usagers de la voie publique dans le secteur de compétence de la sûreté nationale, qui seront menées par des cadres et des gradés des différents services opérationnels de la sûreté nationale à travers le territoire national.

Le même corps sécuritaire a mis en place un dispositif sécuritaire comportant les différentes unités opérationnelles de la police, pour assurer la sécurité dans les grands espaces, les places publiques, les marchés, les points de vente, les mosquées et les stations de transports de voyageurs, y compris les stations de tramway et de métro, outre les lieux de détente et de loisirs qui connaissent un grand flux de familles et de visiteurs notam-



ment après l'Iftar. Ces mesures comprennent en outre le déploiement des unités de l'ordre public au niveau des routes principales et secondaires qui connaissent un grand trafic routier, l'utilisation de nouveaux moyens pour soutenir l'action répressive, une couverture aérienne pour la gestion du trafic routier et la coordination avec les équipes sur le terrain et l'exploitation des caméras de surveillance.

BISKRA: Les habitants de la commune d'Oumache réclament le projet de doublement de la route

Les habitants de la commune d'Oumache (wilaya de Biskra) ont bloqué dimanche la RN 3 reliant Biskra à El Oued via la région d'El Chekka pour réclamer la mise en exécution du projet de dédoublement de la route devant mettre un terme aux accidents à répétition enregistrés sur ce tronçon.

Des barricades ont été dressées, des pneus et autres objets hétéroclites

brûlés par les riverains de cette localité pour réclamer le lancement urgent de travaux d'aménagements sur l'autoroute et la réalisation du projet de dédoublement de cette route qu'ils ont qualifiée de «route de la mort», en raison du nombre important d'accidents mortels qui y sont enregistrés.

De son côté, le directeur des travaux publics de la wilaya de Biskra, Mohamed Mansour

Khellil, a indiqué à l'APS que l'éradication de ce «point noir» sur cette route nécessite la réalisation des travaux de dédoublement sur une distance de 40 km, la réalisation de deux ouvrages d'art et d'un tunnel pour les automobilistes.

Il a également ajouté qu'il avait été proposé d'inscrire cette opération à l'horizon 2020 pour prolonger cette distance jusqu'aux limites admi-

nistratives de la wilaya d'El Oued.

Pour rappel, la RN 3 et plus particulièrement sa partie traversant la région d'El Chekka dans la commune d'Oumache, est tristement célèbre pour être le théâtre de nombreux drames.

Survenu en fin de semaine passée, le dernier accident de la route en date a coûté la vie à quatre membres d'une même famille.

BISKRA: Décès d'une personne par noyade dans la commune de Lioua

Une personne a trouvé la mort par noyade dimanche, dans la région de «Laghmiq» dans la commune de Lioua (40 km à l'Ouest de Biskra), a indiqué la direction locale de la Protection civile. Il s'agit d'un homme âgé de 56 ans qui s'est noyé dans un puits d'irrigation agricole de 60 mètres de profondeur situé dans une région agricole, a précisé la même source. Le corps sans vie de la victime a été transféré à la morgue de l'établissement public hospitalier (EPH) «Mohamed Ziouchi» de Tolga, a fait savoir la même source, soulignant que les services sécuritaires compétents ont entamé une enquête pour définir les circonstances exactes de cette noyade.

MILA: Le taux de couverture sécuritaire avoisine les 95%

Le taux de couverture sécuritaire dans la wilaya de Mila a atteint actuellement les 95%, a déclaré dimanche dans la commune d'Ain El Beida Ahriche (Mila), l'inspecteur régional de la Police de l'Est, le contrôleur de police, Daoud Mohand-Chérif.

Dans une déclaration à la presse, à l'occasion de l'inauguration du siège de la sûreté de daïra d'Ain El Beida Ahriche, dont la réalisation a nécessité un investissement de 133,5 millions DA, l'inspecteur régional de la Police a fait part de «l'importance de cet acquis» dans l'amélioration du redéploiement des services de police à travers le territoire de la wilaya.

La réalisation de ce siège s'inscrit dans le cadre de la concrétisation de la politique générale de la sûreté nationale visant à rapprocher la police du citoyen, a-t-il indiqué, avant de préciser qu'avec la mise en service de cette nouvelle infrastructure, le taux de couverture sécuritaire dans cette daïra qui totalise près de 14.000 âmes, est évaluée à un policier pour 173 citoyens. Après avoir visité cette nouvelle infrastructure comprenant également huit logements de fonction, le contrôleur de police Daoud Mohand-Chérif a inauguré un célibatium pour les éléments de la sûreté nationale, baptisé au nom du chahid du devoir national, l'inspecteur de police Salah Derrahi et dont le coût de réalisation est estimé à environ 16 millions DA. Pour sa part, le chef de sûreté de wilaya de Mila, le contrôleur de police Mourad Zenati, a précisé que la wilaya dispose actuellement de 11 sûretés de daïras, une Brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ), trois sûretés urbaines et deux brigades d'intervention rapide. Les travaux se poursuivent, par ailleurs, pour réceptionner le siège de la sûreté de daïra de Tassadane Haddada (au nord de Mila) dont la mise en service est prévue «prochainement», selon les explications fournies sur place.

PARC ZOOLOGIQUE DE MOSTAGANEM: Naissance de quadruplés de lionceaux dont un très rare

Le jardin zoologique du parc de loisirs «Mostaland» a vu la naissance de quadruplés de lionceaux d'espèce africaine dont un lionceau blanc, un fait très rare dans le monde, a-t-on appris dimanche auprès de la Direction du parc.

Le responsable de la clinique vétérinaire de Mostaland, Lakhdar Ouassini, a précisé, dans une déclaration à l'APS, qu'il s'agit du premier cas de naissance d'un lion africain blanc en Algérie, «un fait très rare dans le monde, sachant que cette espèce ne vit que dans quelques parcs zoologiques et qu'elle n'existe plus dans la nature».

M. Ouassini a indiqué que les quadruplés sont

en bonne santé. L'équipe médicale du parc a mis en place les conditions nécessaires à la prise en charge vétérinaire, permettant aux lionceaux, qui pèsent 1,2 kilo chacun, d'être auprès de leur mère 'Chima' sans aide externe.

Le vétérinaire a indiqué que «cette naissance était attendue, car les gènes des parents, - 'Chima', la mère, et 'Beckham', le père, qui proviennent de la wilaya d'El Tarf- renferment ceux du lion blanc africain, une espèce qui n'existe plus dans la nature.» M. Ouassini a qualifié cet événement d'«exceptionnel» et de «merveilleux», affirmant que de cette espèce d'animaux rares, il ne reste que

125 lions dans les parcs zoologiques. Le parc de Mostaland a connu, en juillet dernier, de nouvelles naissances de tigres royaux du Bengale, blancs et bruns, après la réussite de la première naissance en Algérie de cette espèce rare au sein des parcs.

Ce parc, ouvert aux visiteurs le 13 juillet 2017, abrite 100 animaux de 36 races et espèces, dont des animaux rares comme les tigres royaux du Bengale, les loups polaires blancs, les lamas, les babouins gabonais, les crocodiles du Nil, les lions africains, ainsi que les espèces locales menacées d'extinction comme le Fennec, l'Hyène et le singe Magot.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ: Arrestation à Bouzareah d'un dealer ayant tenté d'agresser les agents de l'ordre par des chiens dangereux

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont traité une affaire de «détention d'armes blanches sans autorisation légale, avec entrave du travail d'agents chargés du constat des crimes liés au stupéfiants, lors de l'exercice de leurs missions», et ce lors de l'interpellation d'un mis en cause qui a eu recours à des chiens dangereux pour riposter aux agents de police, a indiqué dimanche un communiqué du même corps de sécurité.

La brigade de lutte contre le trafic de stupéfiants relevant de la circonscription ouest de la Police judiciaire a procédé, sur la base d'une information fiable, à l'interpellation d'un suspect repris de justice qui exploitait, aux fins de trafic de stupéfiants, une construction anarchique située dans la forêt de Bousmaha à Bouzareah, précise-t-on de même source.

Une fois les investigations entamées et les éléments de ladite

Brigade arrivés sur le même lieu, aux fins de perquisition, le suspect a affiché une résistance violente à l'encontre des éléments de la Police munis d'un mandat de perquisition, en recourant à neuf (09) chiens dangereux et au jet d'armes blanches.

Après arrestation de l'individu et maîtrise des chiens dangereux, en recourant à une brigade «cynotechnique», l'opération d'interpellation s'est soldée par la saisie de deux (02) fusils harpon, d'une machette de grand calibre, d'un pistolet à impulsion électrique -PIE-, trois (03) cartouches de munitions réelles, une bouteille lacrymogène ainsi que (03) chiens dangereux ayant été capturés par la brigade cynotechnique.

Après finalisation des procédures légales en vigueur, le mis en cause a été présenté au Procureur de la République territorialement compétent, qui a ordonné sa détention provisoire, a conclu le communiqué.

BOEING: Des anomalies sur le 737 MAX identifiées depuis 2017



Le constructeur «Boeing», a révélé, dimanche que ses ingénieurs avaient identifié, dès 2017, des dysfonctionnements dans les systèmes d'alerte des pilotes du 737 MAX en raison d'une erreur de logiciel, soit un an avant l'accident de Lion Air, assurant toutefois que les hauts dirigeants n'en avaient rien su jusqu'à la tragédie indonésienne.

«En 2017, plusieurs mois après le début des livraisons du 737 MAX, des ingénieurs de Boeing avaient constaté que le système d'affichage du 737 MAX ne répondait pas correctement aux exigences de l'alerte de la (sonde d'angle d'attaque) AOA», explique Boeing dans un communiqué.

Ces alertes sont censées prévenir les pilotes de certaines anomalies.

Et dans l'accident de Lion Air, qui a fait 189 morts fin octobre, il est apparu que quoique hors service, l'AOA a continué d'émettre des données erronées au système de stabilisation de l'appareil MCAS.

Or ce dernier, tel qu'il était initialement conçu, a pris la main sur les commandes de vol et mis l'avion en piqué, bien que les pilotes aient tenté de faire le contraire, conduisant à la tragédie.

Boeing souligne qu'à la décharge des ingénieurs, qui ont respecté les procédures, une inspection conduite par des ingénieurs et des responsables n'avait pas conclu que ce dysfonctionnement pouvait «avoir un impact négatif sur la sécurité de l'avion».

Toute la flotte des 737 MAX est immobilisée depuis mi-mars après un autre accident, le 10 mars de la compagnie Ethiopian Airlines, qui a fait 157 morts, dans des circonstances similaires à celui de Lion Air. Pour obtenir un nouveau feu vert des autorités de sécurité aériennes, Boeing travaille notamment à la mise à jour du système MCAS.

FRANCE: Début du Ramadhan pour les musulmans de France



Le mois de ramadan a débuter pour les musulmans de France, a annoncé samedi le Conseil français du culte musulman (CFCM) au cours d'une cérémonie organisée à la Grande Mosquée de Paris. La Nuit du doute ou «Nuit de l'annonce» a été observée samedi en France, rappelle-t-on. Une commission religieuse s'est tenue en présence des membres du CFCM, d'imams, de représentants de mosquées d'Ile de France, des représentants de l'ensemble des fédérations musulmanes de France et des fidèles. C'est ainsi que les musulmans de France auront à jeûner environ 16h30 par jour et la durée augmentera au fur et à mesure du rapprochement du solstice du 21 juin.

RUSSIE: 41 morts après l'atterrissage d'urgence d'un avion à Moscou

Quarante-et-unes personnes ont péri dimanche dans l'atterrissage d'urgence d'un avion de la compagnie russe Aeroflot, qui s'est entièrement embrasé avec 78 personnes à bord à l'aéroport de Moscou-Cheremetievo.

«Selon les données rectifiées dont disposent les enquêteurs à l'heure actuelle, 37 personnes ont survécu», a indiqué le Comité d'enquête dans un communiqué.

Une porte-parole du Comité d'enquête, Elena Markovskaïa, a ensuite confirmé explicitement aux journalistes que le bilan était porté à 41 morts. Le précédent bilan faisait état de 13 morts alors que les images impressionnantes du Soukhoï Superjet 100 en flammes laissaient craindre un bilan bien plus lourd.

Selon les autorités médicales, trois personnes ont été hospitalisées pour des brûlures, une femme étant dans un état grave.

L'avion avait été contraint à un atterrissage d'urgence à Moscou-Cheremetievo, le premier aéroport de Russie, quelques minutes après son décollage à destination de Mourmansk (nord), pour une raison encore inconnue.

Les premières sources faisaient état d'un incendie s'étant déclaré à bord. Des vidéos publiées sur les réseaux sociaux montraient l'appareil atterrissant au milieu d'énormes flammes. Sitôt après l'atterrissage, les passagers ont été évacués par les toboggans avant de l'avion alors que celui-ci s'embrasait à grande vitesse, d'énormes volutes de fumée noire s'élevant dans les airs. D'autres vidéos



montraient les passagers courant sur le tarmac pour s'éloigner aussi vite que possible de l'appareil. Une autre vidéo, publiée quelques heures plus tard et tournée de l'intérieur de la carlingue, montre le moteur en flammes tandis que des cris de panique s'élevaient dans l'appareil. «Le vol Su-1492 a décollé comme prévu à 18H02 (15H02 GMT). Après le décollage, l'équipage a rapporté une anomalie et pris la décision de revenir à l'aéroport de départ», a indiqué l'aéroport dans un communiqué. «A 18H30, l'appareil a effectué un atterrissage d'urgence,

après quoi le feu s'est déclaré», poursuit le communiqué.

L'incendie a été maîtrisé, laissant la partie arrière de l'appareil totalement carbonisée tandis que la partie avant semble avoir été moins touchée. «L'avion a émis un signal de détresse après le décollage».

Il a tenté un atterrissage d'urgence, n'a pas réussi la première fois et, à la deuxième tentative, le train d'atterrissage a frappé (le sol), puis le nez, et il s'est enflammé», avançait peu après l'accident l'agence de presse Interfax, citant une source anonyme.

CRASH EN RUSSIE: Le pilote met en cause les conditions météorologiques difficiles

Le pilote de l'avion qui s'est embrasé dimanche soir à l'aéroport Cheremetievo de Moscou en faisant 41 morts a mis en cause hier les conditions météorologiques difficiles dans la tragédie.

Si les circonstances exactes n'ont pas encore été officiellement révélées, le commandant de bord, Denis Evdokimov, a rapporté aux médias russes que le Soukhoï Superjet 100 a dû effectuer un atterrissage d'urgence après avoir perdu une partie du matériel de bord en raison de la foudre.

«A cause de la foudre, nous avons perdu le contact

radio et sommes passés en régime de pilotage minimal (...) C'est-à-dire sans ordinateur comme à l'ordinaire, mais de manière directe.

En régime d'urgence», a expliqué le pilote dans les colonnes du tabloïd russe Komsomolskaïa Pravda.

«Nous sommes parvenus à rétablir la liaison via la fréquence d'urgence, mais elle était courte et fonctionnait seulement par intermittences. (...) Nous avons pu dire quelques mots puis le contact a disparu», a-t-il ajouté. Selon le commandant de bord, c'est à cause du violent atterrissage que l'appareil a pris feu. «La rai-

son est sûrement la suivante: les réservoirs étaient pleins», a-t-il indiqué. Les premières sources faisaient état d'un incendie s'étant déclaré à bord mais une vidéo publiée plusieurs heures après le crash montre l'appareil touchant le tarmac, puis rebondissant avant de s'enflammer.

Sitôt après l'atterrissage, les passagers ont été évacués par les toboggans avant de l'avion alors que celui-ci s'embrasait à grande vitesse, d'énormes volutes de fumée noire s'élevant dans les airs.

Selon des sources au sein des services d'urgence citées par les médias

russes, deux «boîtes noires» de l'appareil ont été retrouvées sur les lieux de l'accident et transmises aux enquêteurs.

Au total, 78 personnes se trouvaient à bord de l'appareil lorsqu'il a été contraint de revenir à Moscou-Cheremetievo, quelques minutes après son décollage à destination de Mourmansk (nord), où un deuil de trois jours a été décrété. Selon le Comité d'enquête, l'organisme chargé des grandes investigations en Russie, 41 personnes ont trouvé la mort. Neuf autres personnes ont été hospitalisées, dont trois dans un état grave.

ENVIRONNEMENT: Un besoin urgent d'agir pour sauver la nature

Une évaluation mondiale sans précédent des écosystèmes, dévoilée lundi, par des experts de l'ONU sur la biodiversité a démontré le besoin urgent d'un plan pour sauver la nature, poussée à la destruction par les hommes qu'elle fait vivre.

Après une semaine de négociations à Paris, les 132 états membres de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) ont adopté samedi la synthèse politique d'un rapport de 1.800 pages sur lequel ont travaillé 450 experts pendant trois ans.

Ce «résumé pour les décideurs», négocié ligne par ligne par les délégations, sera rendu public lundi à 11H00

GMT, mais le constat sera sans aucun doute alarmant. Selon une version préliminaire du rapport, «une grande partie de la nature est déjà perdue, et ce qui reste continue à décliner».

Ce texte estime notamment que 75% de l'environnement terrestre et 40% de l'environnement marin présentent des «signes importants de dégradation». Résultat: entre 500.000 et un million d'espèces, sur les quelque 8 millions estimées sur la planète, seraient menacées d'extinction. Un constat en accord avec ce que décrivent depuis des années certains scientifiques: le début de la 6e «extinction de masse».

Même si cette première extinction de masse depuis l'arrivée des hommes sur la planète n'était pas mentionnée

dans le projet de synthèse du rapport.

Mais les atteintes aux écosystèmes ont aussi un impact dévastateur sur l'espèce qui en est responsable: l'Homme.

«La biodiversité, ce n'est pas que joli, la biodiversité importe pour les sociétés humaines: on a besoin d'eau pour vivre, on a besoin d'un air de qualité, de nourriture, on a besoin d'un climat régulé», commente Yunne-Jai Shine, une des auteures du rapport. Eau, nourriture, énergie, médicaments...

L'humanité ne peut pas vivre sans les services rendus par cette nature qu'elle s'évertue pourtant à détruire, par l'agriculture intensive, la déforestation ou les pollutions.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA SAGE-FEMME: Les pays en développement restent fortement démunis

La Journée internationale de la sage-femme célébrée le 5 mai met en exergue l'importance de ces professionnelles de la santé pour les mères et les bébés, particulièrement dans les pays en développement où les besoins sont les plus grands et les pénuries les plus marquées, a-t-on indiqué dimanche sur le site officiel de l'ONU.

Dans de nombreux pays pauvres, les sages-femmes manquent souvent des compétences et de l'appui nécessaires pour bien faire leur travail.

Les déficits sont les plus élevés dans les domaines où les besoins sont les plus grands.

Aujourd'hui, 73 pays auprès desquels des données ont été recueillies comptent 96% des décès maternels dans le monde, mais seulement 42% des sages-femmes, infirmières et médecins du monde.

Quelque 30 millions de femmes n'accouchent pas dans un établissement de santé et 45 millions reçoivent des soins prénatals inadéquats.

Pourtant, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), depuis 1990, le nombre de décès maternels et néonataux n'a cessé de diminuer dans le monde, en grande partie parce qu'un plus grand nombre de femmes reçoivent des soins de sage-femme qualifiés : de 67% en 2010 à 79% en 2017.

L'OMS estime que la présence de sages-femmes de qualité réduit de plus de 80% les taux de mortalité maternelle et néonatale et de mortalité néonatale, et de 24 % les accouchements prématurés. Or, des centaines de milliers de femmes et de nouveau-nés continuent de mourir chaque année pendant la grossesse et l'accouchement.

L'ONU estime que 303 000 femmes et environ 2,7 millions de nouveau-nés sont morts en 2015



seulement. L'Agence des Nations Unies pour la santé sexuelle et reproductive, l'UNFPA indique que le taux de mortalité maternelle est aujourd'hui de 216 décès pour 100 000 naissances vivantes.

Ainsi, plus de 800 femmes meurent chaque jour en donnant la vie.

La plupart de ces décès sont évitables et la grande majorité de ces femmes ont perdu la vie en raison de complications et de maladies qui auraient pu être évitées avec des soins prénatals, obstétricaux et postnatals appropriés - services fournis par des sages-femmes.

Même si le taux de mortalité maternelle et néonatale est en baisse, la grossesse et l'accouchement restent dangereux pour la santé de nombreuses femmes dans

le monde. Pour chaque femme qui meurt en couches, on estime qu'entre 20 et 30 sont victimes de blessures, d'infections ou d'incapacités pendant le travail.

Selon l'OMS, les sages-femmes peuvent fournir 87 % de tous les services essentiels de santé sexuelle, reproductive, maternelle et néonatale.

L'ONU plaide pour le renforcement de la main-d'œuvre sage-femme dans le monde entier.

L'OMS et l'UNFPA offrent une formation de sage-femme, des formations et des orientations politiques pour augmenter le nombre de sages-femmes qualifiées, en particulier dans les pays à faible revenu et les pays ayant les taux de mortalité maternelle les plus élevés.

EXPLOSION DANS UNE USINE D'AZOTE EN CHINE: 3 morts

Trois personnes sont mortes et une autre a été blessée lundi suite à une explosion survenue dans une usine d'azote dans le territoire de Perm (centre) de la Chine, a indiqué le ministère russe des Situations d'urgence. «Une explosion s'est produite dans le magasin numéro 1 de l'usine d'azote lors de travaux de réparation. Trois employés sont morts sur le coup, tandis qu'un autre a été hospitalisé», a précisé le ministère dans un communiqué. L'explosion a été causée par des travaux de soudure effectués au sein de l'usine, a poursuivi la source, ajoutant qu'elle n'avait pas endommagé les machines de l'usine et n'avait provoqué aucune émission de substance dangereuse.

Le ministère a indiqué avoir chargé des équipes afin de surveiller l'environnement de l'entreprise et de repérer d'éventuelles fuites de gaz suite à l'explosion.

ARCTIQUE: Créer un «terrain d'entente» pour relever les défis climatiques

La réunion ministérielle du Conseil de l'Arctique a débuté, lundi en Finlande dans le but de mettre en place «un terrain d'entente» et relever les défis des changements climatiques.

La réunion ministérielle du Conseil de l'Arctique nous offre une chance de discuter de ces défis avec d'autres pays de l'Arctique et des représentants autochtones et de travailler à trouver un terrain d'entente», a indiqué la ministre canadienne des Affaires étrangères, Chrystia Freeland. Rappelant que l'Arctique est «une région unique qui fait face à des défis uniques», elle a souligné que «le rythme accéléré des changements climatiques dans l'Arctique présente d'énormes défis et possibilités pour les pays arctiques et les peuples autochtones qui y vivent depuis des générations». Selon le communiqué, la ministre devra rencontrer ses homologues internationaux et des dirigeants politiques pour discuter de questions d'intérêt commun dans la région, notamment des changements climatiques, des priorités autochtones et des moyens de favoriser «un ordre international fondé sur des règles».

JAPON: Lancement réussi d'une première fusée fabriquée par un opérateur privé

Une fusée a été lancée samedi avec succès par une start-up privée japonaise, la première à avoir réussi à atteindre l'espace, ont rapporté les médias locaux.

La start-up Interstellar Technology Inc.

a annoncé que l'engin MOMO-3 sans pilote, lancé depuis son site d'essai situé sur l'île principale d'Hokkaido, avait atteint environ 113 kilomètres d'altitude avant de tomber dans l'océan Pacifique après environ huit minutes de vol.

«Nous avons prouvé que nous pouvions envoyer une fusée dans l'espace à moindre coût», a déclaré Takahiro Inagawa, président d'Interstellar Technology, lors d'une conférence de presse.

MOMO-3, longue de 10 mètres, d'un diamètre de 50 centimètres et pesant une tonne, devait être lancée mardi, mais son vol a été retardé en raison d'un problème de système d'alimentation en carburant.

Il s'agissait de la troisième tentative de lancement de la startup, après des tentatives infructueuses en 2017 et 2018. En 2017, Interstellar Technology a perdu le contact avec MOMO-1 peu de temps après son lancement. En 2018, MOMO-2 ne s'est éloigné que de 20 mètres environ avant de s'écraser et de s'enflammer en raison d'un problème lié au système de contrôle de l'attitude. Fondée en 2013, la start-up vise à développer des fusées commerciales à faible coût pour transporter des satellites dans l'espace. Elle est également en train de développer une fusée à deux étages baptisée «Zero» afin de mettre des petits satellites en orbite, dans le but de lancer la première en 2023. L'entreprise nipponne s'attend à ce que le lancement de MOMO-4 soit une opération commerciale, portant des charges utiles à des fins de recherche et de marketing.

APS

BIODIVERSITÉ: L'homme en danger de survie et un changement profond est vital

«Un changement profond» des modèles de production et de consommation des hommes, demeure la seule condition pour stopper le déclin continu de la nature qui menace déjà d'extinction un million d'espèces, a relevé un rapport sans précédent publié lundi par le groupe d'experts de l'ONU sur la biodiversité (IPBES).

Ce rapport peint un tableau sombre de l'avenir de l'être humain qui dépend de la nature pour boire, respirer, manger, se chauffer ou se soigner.

«Nous sommes en train d'éroder les fondements mêmes de nos économies, nos moyens de subsistance, la sécurité alimentaire, la santé et la qualité de vie dans le monde entier», décrit Robert Watson, président de l'IPBES.

Déforestation, agriculture intensive, surpêche, urbanisation galopante, mines: 75% de l'environnement terrestre a été «gravement altéré» par les activités humaines et 66% de l'environnement marin est également touché. Résultat: environ un million d'espèces animales et végétales sur les quelque



8 millions estimées sur Terre, sont menacées d'extinction, dont «beaucoup dans les prochaines décennies».

Un constat en accord avec ce que de nombreux scientifiques décrivent depuis des années: le début de la 6e extinction de masse -- non mentionnée dans le rapport -- et la première dont l'Homme est responsable.

Mais aussi «la première qui pourrait être stoppée si nous agissons de manière décisive maintenant», note Mark Tercek, président de l'ONG Nature Conservancy.

«Il n'est pas trop tard pour agir, mais seulement si nous commençons à le faire maintenant» et via

un «changement transformateur» de notre société pour ralentir les «moteurs» de la perte de biodiversité qui menace l'Homme au moins autant que le changement climatique, estime également Robert Watson.

Les cinq principaux coupables clairement identifiés dans le texte sur lequel ont travaillé 450 experts pendant trois ans: dans l'ordre, l'utilisation des terres (agriculture, déforestation), l'exploitation directe des ressources (pêche, chasse), le changement climatique, les pollutions et les espèces invasives.

Mais même si l'accord de Paris sur le climat qui vise à limiter le réchauffe-

ment à maximum +2 C est respecté, le changement climatique pourrait grimper au classement, tout en aggravant les autres facteurs. Heureusement, certaines actions pour réduire les émissions de gaz à effet de serre pourraient aussi entraîner des effets bénéfiques directs sur la nature, permettant peut-être de sortir de ce cercle vicieux.

Première cible: le système agro-alimentaire.

Nourrir 10 milliards de personnes en 2050 de façon «durable» implique une transformation de la production agricole (agro-écologie, meilleure gestion de l'eau) mais aussi des habitudes de consommation (régime alimentaire, gaspillage), souligne le rapport.

«Nous saluons l'appel à un changement des régimes alimentaires, vers une nourriture plus basée sur les végétaux pour réduire la consommation de viande et de produits laitiers qui a des impacts négatifs bien connus sur la biodiversité, le changement climatique et la santé humaine», a commenté Eric Darier, de Greenpeace.

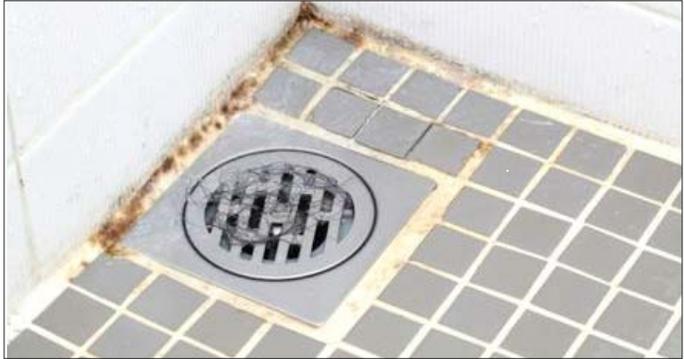
ALLERGIES : attention aux moisissures !

En plus d'être allergènes, les moisissures peuvent aussi s'avérer toxiques. Il est donc essentiel de lutter contre. Pour se faire, le premier ennemi à combattre est l'humidité.

Les moisissures sont des champignons microscopiques présents dans la nature. Il en existe des milliers d'espèces : vertes, noires, roses, blanches... Elles se reproduisent en générant des spores qui peuvent se disperser dans l'air, mais aussi être importées dans nos logements via la fourrure d'un animal ou sur nos vêtements. Comme les pollens, elles constituent un élément important de la poussière de maison, mais elles ne commencent à gêner ses occupants que lorsqu'elles entreprennent de se multiplier, en formant des colonies. Ce qui se produit à chaque fois qu'elles trouvent de l'humidité. Lorsqu'elles se développent ainsi de façon importante, certaines personnes deviennent allergiques aux particules qu'elles répandent dans l'air ambiant, notamment l'été. « Une réaction que l'on confond parfois avec le rhume des foies », souligne le Dr Silcret-Griev. Mais repérer des taches noitrées autour de la baignoire, des fenêtres, sur les murs, les plafonds, les tapis, le linge, ou encore la simple odeur de moisi caractéristique devrait mettre la puce à l'oreille. « C'est un vrai fléau », insiste Christelle Speyer, conseillère en environnement intérieur, qui exerce pourtant à Marseille, région censée être sèche !

Une menace, pas seulement pour les allergiques !

Non seulement, on peut développer une allergie à ces micro-organismes mais, en plus, certaines moisissures noires produisent des toxines qui peuvent rendre l'importance qui malade : symptômes s'apparentent à un rhume (éternuements, congestion des sinus), toux persistante, irritation de la peau et des yeux, mais aussi maux de tête, maux de ventre, nausées, vo-



issements, jusqu'à des problèmes respiratoires gravissimes pour les personnes les plus fragiles (nourissons et personnes âgées, asthmatiques ou cardiaques, ou encore dont le système immunitaire est affaibli). D'où la nécessité de les traquer sans pitié.

Comment se débarrasser de l'humidité ?

Pour éviter les moisissures, il faut lutter contre l'humidité. Celle-ci est naturellement produite par les activités quotidiennes – respiration humaine, bain, douche, lessive, cuisson – et facile à repérer par la présence

régulière de buée sur les fenêtres ou sur les murs. Si l'on ne l'évacue pas correctement, elle suffit à générer des moisissures.

Mais quelques mesures simples évitent ce fléau : poser une hotte aspirante dans la cuisine, se garder autant que possible de sécher la lessive à l'intérieur et, surtout, aérer les pièces suffisamment : 15 minutes minimum chaque jour, hiver comme été. Autres petites mesures salutaires : décroquer légèrement les meubles des murs et aérer les vêtements longtemps stockés. Ardoises sur les murs, papier peint qui gondole, peinture qui cloque peuvent malheureusement indiquer des infiltrations d'eau plus importantes (ainsi que la présence de moisissures dissi-

mulées derrière les matériaux). Cette fois, pour en venir à bout, il ne suffit pas de frotter avec de l'eau de Javel et de bien sécher ensuite, comme pour le tour du bac de douche. Il est indispensable d'en identifier l'origine. Remontée par le sol, tuiles cassées, salpêtre ? Il peut être judicieux de faire appel à un artisan spécialiste de l'humidité avant de se lancer dans des achats importants (déshumidificateur, extracteur d'air, etc.). Une fois identifiée la source du problème, ce professionnel conseillera sur les travaux à entreprendre – réparations, isolation par l'extérieur, installation d'un système de circulation d'air, etc. – sans trop tarder.

AUTOMÉDICATION : QUI DOIT L'ÉVITER ?



Si la sensibilité individuelle à un médicament n'est pas prévisible, certaines personnes courent davantage de risques d'être victimes des effets délétères de certaines substances actives.

Chez la femme enceinte, la question des dangers potentiels se pose à double titre : pour elle-même mais aussi pour le bébé, qui reçoit la grande majorité des médicaments qu'elle absorbe à travers le placenta, avec des risques pour sa santé, et même pour sa survie. L'éventualité d'une atteinte grave est plus grande durant le premier trimestre, mais certains médicaments peuvent nuire à l'enfant jusqu'à

sa naissance. D'où la nécessité pour une femme enceinte de ne pas prendre autre chose qu'un peu de paracétamol sans demander l'avis d'un médecin ou d'un pharmacien. La même prudence est de règle durant l'allaitement : bébé tète les médicaments alors que son foie et ses reins ne sont pas encore très performants pour les éliminer.

Face au médicament, un organisme d'enfant reste fragile. Ainsi, chez le nouveau-né, la vidange gastrique se fait en 1 h 30 au lieu de 1 heure.

« On ne devrait jamais pratiquer d'automédication chez les nourissons », insiste le Pr Giroud, mis à part un

peu de sérum physiologique pour nettoyer un nez qui coule. « Même chez les plus grands, il n'est pas facile de calculer la juste dose, précisée dans la notice sous forme de milligrammes par kilo de poids. Une étude de l'université de Sydney (Australie), en août 2010, sur l'automédication des enfants par leurs parents montre que 44 % des participants auraient donné une dose incorrecte, généralement trop forte.

À l'autre extrême de la vie, on est aussi plus fragile. Les seniors pratiquent un peu moins l'automédication car ils consultent souvent leur médecin. Environ un tiers y recourent cependant. « Or, avec l'âge, le

foie et les reins assurent moins bien leur fonction d'élimination des déchets, entraînant une accumulation des produits dans l'organisme, ce qui peut provoquer des incidents », rappelle le Dr Gabriel Abitbol, médecin généraliste et gériatre, lors de la conférence de presse MeSeCure, en janvier 2013. Premiers consommateurs de médicaments, les plus de 65 ans sont aussi les plus touchés par les accidents liés aux canules des effets secondaires et aux interactions entre les produits.

Le problème est identique pour les patients traités pour une maladie chronique, même quand ils sont plus jeunes.

ENFANTS SURDOUÉS : ON SAIT POURQUOI ILS NE RÉUSSISSENT PAS TOUS À L'ÉCOLE

Grâce à des IRM, des chercheurs lyonnais ont réussi à expliquer pourquoi certains enfants surdoués réussissent à l'école tandis que d'autres non. Ils ont identifié deux profils différents, résultant des tests de QI et de leurs connexions cérébrales. Comment expliquer que certains enfants surdoués réussissent brillamment à l'école alors que d'autres ont plus de difficulté à s'intégrer au système scolaire ? C'est cette question que se sont posés trois chercheurs, exerçant notamment au CHU et au Centre d'imagerie du vivant de Lyon. Pour y répondre, Fanny Nushbaum, Olivier Revol et Dominic Sappey-Martinier se sont lancés dans une étude d'observation du cerveau de deux groupes d'enfants à haut potentiel, « au Quotient Intellectuel (QI) supérieur à la moyenne.

Les chercheurs ont recruté 80 enfants de 8 à 12 ans, et leur ont fait passer des tests de QI et des tests comportementaux. Une fois les résultats obtenus, les enfants ont été répartis en quatre groupes : ceux au QI dit « normal » constituant le groupe contrôle, ceux au QI élevé homogène, ceux au QI élevé hétérogène et enfin les enfants souffrant de déficit d'attention (TDA). Le test de QI pour les enfants présente un effet de quatre types d'indices, ainsi le QI de l'enfant est dit homogène lorsque les scores sont élevés pour tous les indices, alors qu'il est hétérogène si des écarts importants sont constatés entre les indices. Par la suite, de nouveaux tests ont été effectués, cette fois-ci accompagnés d'une IRM fonctionnelle, permettant d'enregistrer des images alors que le cerveau est en activité de réflexion.

Les « laminaires » déductifs contre les « complexes » intuitifs

Les observations ont alors montré que les deux profils distingués de surdoués étaient aussi observables au niveau du cerveau. Les enfants surdoués à QI homogène sont en effet à profil « laminaire », et n'ont pas de difficultés scolaires. Les enfants à QI hétérogène sont à profil « complexe », et plus souvent en échec scolaire. En vérité, ces derniers souffrent d'un décalage entre la sphère intellectuelle très mature et la sphère émotionnelle plus fragile. Chez les « laminaires », les connexions liées à la gestion des conflits seraient moins actives, ainsi agiraient-ils de façon plus intuitive. À l'inverse, les profils laminaires auraient une plus grande connectivité cérébrale, ce qui leur donnerait une meilleure adaptabilité et un comportement déductif plus prononcé. Si ces résultats sont encore préliminaires puisque l'étude n'est pas terminée, ils pourraient déjà permettre de mieux comprendre et d'accompagner davantage les enfants surdoués à l'école. Les profils complexes nécessiteraient ainsi une pédagogie toute particulière afin de leur apprendre à intégrer le raisonnement déductif qu'ils peinent à mettre en place.

CANCER : CONSEILS POUR LIMITER LES RISQUES EN CUISINE

Il est bien évident qu'il faut favoriser certains aliments si l'on veut se prémunir des cancers. Mais les modes de cuissons et les ustensiles de cuisine peuvent aussi jouer un rôle. Y a-t-il différentes qualités de cuisson ?



Une bonne cuisson c'est une cuisson qui : conserve au maximum les nutriments et micronutriments des aliments, et donc de potentiels agents anti cancer, n'entraîne pas la formation de molécules toxiques et potentiellement cancérigènes, préserve les saveurs et les couleurs.

A éviter

Le barbecue traditionnel entraîne la formation de composés chimiques dont certains, comme les hydrocarbures aromatiques

polycycliques (HAP), ont des propriétés cancérigènes. Toutefois, il est possible de limiter ce risque en prenant quelques précautions afin que les aliments ne soient pas au contact direct de la flamme :

Régler la hauteur de cuisson à au moins 10 cm des braises ou opter pour un barbecue vertical, Recouvrir le foyer d'un léger tapis de cendres, Retirer le gras apparent des viandes.

Le micro-ondes, car les aliments y perdent une grande partie de leurs nutriments, dont certains aux vertus préventives du

cancer. Cette cuisson entraîne par ailleurs l'oxydation de certaines graisses, sources de radicaux libres.

La friture qui détruit les nutriments des aliments et génère des substances cancérigènes.

A privilégier

La cuisson à la vapeur.

La cuisson en papillote dans du papier sulfurisé (et non dans du papier aluminium).

La cuisson lente au four, en cocotte, en tajine.

Faut-il prendre aussi des pré-

cautions avec les ustensiles de cuisine ?

« En matière de prévention anti cancer, il faut non seulement faire attention aux aliments, mais aussi à leurs contenants », insiste le Dr Laurent Chevallier.

Le PTFE (ou polytétrafluoroéthylène, plus connu sous la marque déposée Teflon) est un revêtement antiadhésif qui requiert l'utilisation du PFOA, une substance classée parmi les perturbateurs endocriniens. D'ici 2015, il devrait disparaître de la circulation, mais dès à présent, mieux vaut remplacer ses poêles et casseroles antiadhésives par de l'inox ou de la céramique (aux normes françaises) sans plats à l'arte par leur version en verre.

Certains plastiques contiennent du bisphénol A ou des phthalates qui sont des perturbateurs endocriniens et, à ce titre, cancérigènes. En attendant 2015, date à laquelle ces plastiques devraient aussi disparaître du marché, voici les recommandations du Dr Laurent Chevallier :

Ne pas chauffer les plastiques alimentaires.

Ne pas choisir des aliments qui ont séjourné longtemps dans du plastique.

Préférer les conserves en verre plutôt qu'en fer (présence d'un film en plastique à l'intérieur), les boissons en bouteille en verre plutôt qu'en canette.

Éviter les plastiques dont le chiffre, dans le triangle qui les identifie, est un 3, un 6 ou un 7.

Éviter de réchauffer les aliments avec du film étirable.

LE SPORT AIDE-T-IL VRAIMENT À RESTER EN BONNE SANTÉ ?

Faire un peu de sport est le meilleur moyen de se protéger des maladies cardiovasculaires et de stabiliser son poids. Mais la pratique trop intense d'une activité physique peut à contrario être néfaste pour la santé.

Faire du sport permet d'acquiescer une bonne condition physique et de prévenir certaines maladies comme l'ostéoporose, les lombalgies et les problèmes de surcharge pondérale. C'est également une excellente soupape pour évacuer le stress et plus globalement ressentir un état de bien-être. Pour rester au top de sa forme et éloigner les risques liés à la sédentarité

(notamment les maladies cardiovasculaires), trois heures (ou séances) par semaine sont recommandées. Mais, s'il est impératif de faire un minimum de sport pour rester en bonne santé, il est en revanche contre-indiqué d'en faire trop. « Au-delà de 10 heures hebdomadaires, le sportif s'expose à des lésions musculaires, a fortiori s'il ne s'étire pas ou s'hydrate mal », prévient le Dr Marie-Carol Paruit, médecin du sport. La spécialiste insiste également sur la nécessité de consulter au moindre signe fonctionnel (essoufflement, palpitations, douleur thoracique...).



SOUDAN:

Les procureurs anti-corruption du Soudan interrogent le président déchu Omar el-Béchir

Les procureurs chargés de la lutte contre la corruption au Soudan ont interrogé dimanche le président déchu Omar el-Béchir dans le cadre de sa mise en examen, a annoncé le site internet soudanais Ashorooq.

Le Procureur général par intérim du Soudan, Al-Waleed Sid-Ahmed Mahmoud, a ordonné jeudi à la justice d'interroger M. el-Béchir sur des accusations de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme. Traduire en justice les principales figures de l'ancien régime fait partie des revendications des manifestants soudanais qui organisent depuis le 6 avril un sit-in devant le siège de l'armée à Khartoum.

Le Conseil militaire de transition (TMC) du Soudan, présidé par le général Abdel-Fattah Al-Burhan, est chargé de gérer les affaires du pays depuis la chute du régime de l'ancien président el-Béchir.

NIGERIA:

Le président Buhari rentre au Nigeria après une visite «privée» en Grande-Bretagne

Le président nigérian Muhammadu Buhari a regagné son pays dimanche après une «visite privée» de dix jours en Grande-Bretagne, ont indiqué ses services.

M. Buhari, 76 ans, avait quitté Abuja le 25 avril. Il n'avait pas été précisé si sa visite visait à un traitement médical, relançant les spéculations sur son état de santé.

«Le président Muhammadu Buhari est rentré à Abuja après sa visite privée de dix jours au Royaume-Uni», a déclaré son porte-parole Femi Adesina dans un communiqué.

Entre mai 2016 et la mi-2017, M. Buhari avait séjourné à plusieurs reprises à Londres, où il avait reçu des soins pour une maladie dont la nature n'a jamais été révélée.

KENYA:

Quatre réservistes de la police nationale tués par des voleurs de bétail

Au moins quatre réservistes de la police nationale kényane ont été tués dimanche dans des affrontements avec de présumés voleurs de bétail à la frontière des comtés d'Isiolo et de Samburu, rapporte lundi la presse locale, citant des sources policières.

Les réservistes qui poursuivaient la piste de chèvres volées ont été pris dans une embuscade par des hommes armés qui les ont abattus, selon la police qui a organisé une chasse à l'homme pour arrêter les assaillants. Plusieurs régions du Kenya comptent sur les réservistes pour maintenir la paix dans tout le pays et lutter contre les gangs armés qui ont laissé de nombreuses personnes mutilées, sans ressources et sans-abris. A la traîne sur le plan économique, Kenya peine à assurer de l'emploi et un niveau de vie décent à plusieurs catégories de la société.

De nombreux citoyens comptent encore sur des métiers traditionnels, à l'image de la chasse et de l'élevage d'animaux pour pouvoir subsister à leurs besoins.

Le vol et les agressions physiques sur autrui sont adoptés par de nombreux jeunes oisifs pour se permettre de l'argent.

LIBYE:

Discussions Al-Serraj/Conté à Rome sur la situation dans le pays

Le chef du Conseil présidentiel du gouvernement d'union nationale (GNA) libyen, Faiz Al-Sarraj, était hier à Rome pour des discussions avec le Premier ministre italien, Giuseppe Conte sur la situation en Libye, ont rapporté des médias.

La visite d'Al-Serraj dans la capitale italienne «intervient à la suite de plusieurs conversations téléphoniques entre les deux responsables ces derniers jours, axées sur la situation en Libye», selon l'agence de presse italienne Aki.

Dimanche, la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (Manul) avait appelé à l'occasion du mois sacré de Ramadhan à «une trêve humanitaire d'une semaine renouvelable» dans le pays, suite à l'agression menée depuis plus d'un mois par les



troupes du général en retraite Khalifa Haftar contre Tripoli où siège le GNA. Selon Aki, l'Italie

«cherche à obtenir un cessez-le-feu dès que possible et à trouver une solution politique à la crise». Il s'agira de la première visite à l'étranger d'Al-Sarraj depuis le début de l'agression contre la capitale libyenne il y a plus d'un mois et qui a fait au moins 392 morts et 1.936 blessés.

Les combats ont également fait au moins 55.000 déplacés, selon le Haut commissariat aux réfugiés de l'ONU, tandis que de nombreux civils sont toujours bloqués dans les zones ciblées par les troupes de Haftar.

DROITS DE L'HOMME AU CAMEROUN:

HRW dénonce le recours abusif à la torture

L'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW) a dénoncé dans un rapport publié hier «un recours régulier à la torture et à la détention au secret» des autorités camerounaises contre des séparatistes anglophones. HRW affirme avoir «documenté 26 cas de détention au secret et de disparition forcée au centre de détention du Secrétariat d'Etat à la Défense entre janvier 2018 et janvier 2019, dont 14 cas de torture».

Les 26 cas concernent des séparatistes anglophones ou des personnes suspectées de l'être, a ajouté HRW.

Parmi eux, «dix étaient des leaders du gouvernement par intérim de l'Ambazonie autoproclamée», a détaillé

l'ONG. Les séparatistes anglophones du Cameroun, pays à majorité francophone, militent pour la création d'un Etat indépendant dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest au nom d'Ambazonie. Fin 2017, après un an de protestation, des séparatistes ont pris les armes contre Yaoundé.

Depuis, ces régions sont le théâtre d'un conflit armé qui n'a cessé de prendre de l'ampleur. «Des gendarmes et d'autres forces de sécurité au Secrétariat d'Etat à la Défense (SED) ont pratiqué de graves passages à tabac et des quasi-noyades pour obtenir des aveux», a affirmé l'ONG dans sa publication.

Dans ce rapport, HRW cite également des cas de torture infligée par des

séparatistes sur des civils. Mercredi, le ministère de la Défense avait dénoncé sur Facebook le «silence coupable et complice de Human Rights Watch, Amnesty international et des médias internationaux» face aux exactions commises par des séparatistes sur des civils. En vingt mois, le conflit en zone anglophone a fait 1850 morts, selon le centre d'analyses géopolitiques International Crisis Group.

Il a déjà forcé plus de 53000 personnes à fuir leur domicile, d'après l'ONU.

L'initiative des Etats-Unis, le Conseil de sécurité de l'ONU tiendra le 13 mai, sa première réunion sur la crise au Cameroun anglophone, qui portera sur la situation humanitaire.

AFRIQUE DU SUD:

Les Sud-Africains votent demain pour des élections législatives et provinciales

Les Sud-Africains votent demain pour des élections législatives et provinciales où la victoire est promise une nouvelle fois au Congrès national africain (ANC), au pouvoir.

Sauf énorme surprise, le parti de feu Nelson Mandela devrait retrouver sa majorité absolue sur les bancs du Parlement et son patron Cyril Ramaphosa, élu par les députés, son fauteuil de chef de l'Etat. Les derniers sondages accordent à l'ANC de 50 à 61% des suffrages, très loin devant ses principaux rivaux.

«Nous savons que nous serons au gouvernement demain. Cette victoire, je peux la sentir, je peux la toucher», a lancé dimanche M. Ramaphosa devant plus de 50.000 partisans. L'ex-syndicaliste devenu multimillionnaire, longtemps dau-

phin pressenti de Nelson Mandela, a hérité fin 2017 d'un ANC en pleine crise de confiance, usé par les neuf ans du règne agité de scandales de son prédécesseur Jacob Zuma.

Aux élections locales il y a trois ans, le parti a réalisé le plus mauvais score national de son histoire (54%) et perdu le contrôle de villes emblématiques comme Johannesburg et Pretoria.

Depuis qu'il a pris les rênes de l'ANC, puis du pays début 2018, Cyril Ramaphosa répète qu'il est l'homme du changement, qu'il va tordre le cou à la corruption et redonner des couleurs au rêve désenchanté de nation «arc-en-ciel» promu par son mentor Nelson Mandela. Ses promesses semblent avoir rassuré son électeur.

DJIBOUTI:

Guellah procède à un remaniement ministériel

Le président djiboutien, Ismail Guellah, a procédé dimanche à un remaniement ministériel du gouvernement constitué au lendemain de sa dernière victoire électorale. Le nouveau gouvernement, qui compte un département de plus que le précédent, est composé de 22 ministères et 2 secrétariats d'Etat.

Autrefois ministères-délégués, le Commerce et le Logement deviennent des ministères à part entière, tout comme le secrétariat d'Etat aux Affaires sociales. Le ministère-délégué à la Décentralisation est transformé quant à lui en un secrétariat d'Etat. Dans le cadre de ce remaniement, Djama Elmi Okien (ministre de la Santé), Abdi Youssef Sougueh

(Communication), Hassan Idriss Samriyeh (Travail) et Bodeh Ahmed Robleh (Budget) ont été remplacés respectivement par Mohamed Warsama Dirieh, Radwan Abdillahi Bahdon, Isman Ibrahim Robleh et Abdoukarim Aden Cher.

Trois ministres ont changé de portefeuille : Ali Hassan Bahdon quitte la Défense pour la Justice, Moumin Ahmed Cheick laisse son titre de Garde des Sceaux pour celui de l'Intérieur où il va succéder notamment à Hassan Omar Mohamed, appelé à la Défense. Les autres ministres, dont le Premier ministre Abdoukader Kamil Mohamed, ont été maintenus à leurs postes.

Selon des observateurs politiques

locaux, à travers ce remaniement qui arrive à moins d'une année avant la prochaine élection présidentielle en avril 2020, le président Guellah, qui n'a pas annoncé encore s'il sera candidat à sa propre succession, a voulu surtout réaffirmer sa confiance à l'ossature de son équipe tout en opérant les quelques ajustements jugés nécessaires.

Ce gouvernement est vu également pour beaucoup comme la dernière équipe gouvernementale constituée par Ismail Guellah, au pouvoir depuis 1999, si celui-ci décide de ne pas briguer un cinquième mandat, ce que lui autorise toutefois la Constitution du pays.

ESCALADE ISRAËLIENNE À GAZA: Un cessez-le-feu obtenu

Un cessez-le-feu a été obtenu après l'escalade israélienne dans la bande de Gaza qui a fait plus d'une vingtaine de morts parmi les Palestiniens.

Le cessez-le-feu est entré en vigueur à 4h30 (1h30 GMT) suite à une médiation égyptienne, ont précisé un responsable du mouvement de résistance palestinien Hamas et un autre du Jihad islamique.

Un responsable égyptien a également confirmé l'information.

Plutôt, le chef du bureau politique du Hamas, Ismaïl Haniyeh a déclaré dimanche qu'il était possible de rétablir le calme dans la bande de Gaza si Israël s'engage au cessez-le-feu.

M. Haniyeh a souligné qu'il est nécessaire de commencer immédiatement à mettre en œuvre les compréhensions pour garantir une meilleure vie pour «notre peuple à Gaza en levant le siège et en mettant fin à l'occupation d'Israël sinon, la région connaîtra d'autres séries d'affrontements», ajoutant que la réponse de son groupe est liée à l'ampleur de l'agression israélienne.

La réponse des groupes de résistance palestiniens «ne vise pas à déclencher une guerre, mais à cesser l'agression, à protéger le peuple palestinien et à forcer Israël à honorer le cessez-le-feu», a-t-il expliqué.

Depuis jeudi dernier, les délégations du Hamas et du Jihad islamique tiennent des pourparlers au Caire avec les responsables des renseignements sécuritaires égyptiens pour restaurer le calme dans la bande de Gaza et atténuer les conditions de vie difficiles dans la Bande de Gaza, sous blocus israélien depuis plusieurs années.

L'escalade israélienne à Gaza a commencé vendredi soir lorsque des soldats israéliens ont tué deux Palestiniens prenant part aux manifestations pacifiques hebdomadaires dans l'est de Gaza réclamant la levée du siège imposée à l'enclave depuis 10 ans. Samedi, le ministre palestinien de la Santé à Gaza a indiqué qu'une femme âgée de 37 ans, Falastine Abou Arar, enceinte et sa fillette de 14 mois, Saba Abou Arar, avaient été tuées dans une frappe israélienne alors qu'elles se trou-



vaient au domicile familial, à l'est de la ville de Gaza. En outre, l'aviation de l'occupation israélienne a effectué plus de 100 raids alors que son artillerie lourde a ciblé plus de 100 sites dont des immeubles, des bâtiments comprenant des institutions de médias et des terres agricoles.

Ferme condamnation de l'agression contre Gaza

En réaction à l'agression militaire israélienne contre le territoire de Gaza, la Ligue arabe a demandé à l'ONU et aux comités des droits de l'Homme d'assumer leur pleine responsabilité dans la protection des Gazaouis, et exhorte Israël à arrêter l'agression qui ne respecte pas l'Accord de Genève 4 et de ses engagements.

À Bruxelles, l'Union européenne (UE) a appelé à la retenue, ajoutant soutenir «les efforts déployés par l'Égypte et l'ONU pour calmer la situation». Réagissant à cette escalade, Hanan Achrawi, membre du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), a pour sa part condamné des «crimes de guerre» contre la population palestinienne, affirmant qu'«Israël a transformé Gaza en la plus grande prison à ciel ouvert du monde». Elle a dénoncé, en outre, le soutien «aveu-

gle» et immoral» du président américain Donald Trump apporté à l'occupation et à la «brutalité» israélienne. Le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres a appelé dimanche à «une retenue maximale» et une «désescalade immédiate» après l'intensification des hostilités d'Israël contre la bande de Gaza, alors que l'Organisation de la coopération islamique (OCI) a condamné fermement l'agression israélienne et appelé à l'intervention urgente de l'ONU pour mettre un terme aux crimes de l'occupant et à assurer la protection du peuple palestinien.

Le mouvement libanais du Hezbollah a dénoncé dimanche une «agression barbare» d'Israël contre la bande de Gaza et annonce son entière solidarité et soutien à la résistance palestinienne dans sa confrontation à la machine de guerre d'Israël.

De son côté, le ministre jordanien des Affaires étrangères et des Expatriés a mis en garde contre les conséquences de l'escalade israélienne dans la bande de Gaza assiégée, réclamant à la communauté internationale d'intervenir d'urgence pour mettre fin aux raids de l'occupant et au respect du droit international humanitaire.

VENEZUELA: Caracas prêt à tous les scénarios face à une intervention militaire US

Le Venezuela est «prêt» à résister à une intervention militaire des États-Unis, a indiqué hier son chef de la diplomatie Jorge Arreaza en poursuivant sa visite à Moscou, alors que son homologue russe Sergueï Lavrov a réitéré le soutien et la solidarité de son pays avec le peuple vénézuélien et son président Nicolas Maduro et appelé Washington à «respecter» le droit international.

Au lendemain de sa rencontre avec son homologue russe à Moscou, Jorge Arreaza a assuré que le Venezuela est prêt à tous les scénarios après la déclaration de Washington sur une éventuelle «attaque militaire» au Venezuela suite au putsch avorté de l'opposant Juan Guaido. «Le premier est la diplomatie, le dialogue, la paix», mais si les États-Unis «optent pour la voie militaire, nous avons une force armée, un peuple, une milice nationale qui seraient en mesure non seulement de résister et de se battre, mais aussi de gagner», a déclaré M. Arreaza. Dimanche, au premier jour de la rencontre, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a réaffirmé la solidarité et le soutien de son pays au peuple du Venezuela et son président légitime élu le 20 mai 2018, se disant prêt à continuer à faciliter un règlement pacifique de la crise et à s'associer aux éventuels efforts des médiateurs internationaux et régionaux, y compris le «mécanisme de Montevideo» proposé conjointement par le Mexique et l'Uruguay et soutenu par d'autres pays.

Il a, en outre, appelé «les États-Unis à agir exclusivement dans le cadre du droit international» et à «abandonner leurs plans irresponsables» au Venezuela.

«Nous sommes témoins d'une campagne sans précédent des États-Unis pour renverser les autorités légitimes du Venezuela», a dénoncé également M. Lavrov. De son côté, Jorge Arreaza a remercié Moscou pour son soutien à la «légalité et aux institutions légitimes», soulignant à l'occasion que «la relation entre Moscou et Caracas est devenue plus significative, non seulement pour nos deux pays, mais aussi pour le monde entier».

Il a également demandé à M. Lavrov de rappeler, lors de sa prochaine réunion prévue lundi en Finlande avec le secrétaire d'État américain Mike Pompeo, que le dialogue reste le seul moyen de régler la crise vénézuélienne. «Je pense qu'il est nécessaire de rappeler au département d'État américain, probablement au cours des discussions que nous aurons en Finlande, que nous sommes actuellement à un moment où nous devons reprendre le dialogue et respecter le droit international ainsi que les principes des relations bilatérales», a dit M. Arreaza. Lors d'un appel téléphonique avec le président américain Donald Trump, le président russe Vladimir Poutine a déclaré que «seuls les Vénézuéliens eux-mêmes ont le droit de déterminer l'avenir de leur pays», estimant que les ingérences extérieures ne font que saper les perspectives d'un règlement politique de la crise actuelle.

L'armée garante de la Constitution, Guaido au pied du mur

Mardi, le chef de l'opposition vénézuélienne Juan Guaido, qui s'est autoproclamé président par intérim, aurait appelé selon des médias le peuple et l'armée vénézuéliens à descendre dans la rue pour «renverser» le président du pays, Nicolas Maduro.

La tentative de coup d'État a ensuite été contrecarrée par les forces de l'armée vénézuélienne qui s'était engagée à défendre la Constitution et les institutions légitimes du pays. Dénonçant cette tentative, le ministre vénézuélien de la Défense, Vladimir Padrino Lopez, a assuré que «la sécurité est maintenue dans toutes les casernes du pays» et que «la force armée nationale bolivarienne (FANB) défendra fermement la Constitution et les institutions légitimes du pays».

«Nous défendrons fermement l'ordre constitutionnel et la paix de la République, aidés par la loi, la raison et l'histoire, toujours fidèles, jamais des traîtres!», a-t-il assuré. Les autorités américaines ont lancé la semaine dernière une offensive tous azimuts pour accroître la pression sur le président vénézuélien.

Washington a en outre menacé de faire intervenir l'armée américaine au Venezuela si nécessaire.

Parallèlement, le président vénézuélien, Nicolas Maduro, a invité les Vénézuéliens à participer au «grand dialogue national» et à faire des propositions afin que le gouvernement puisse apporter des changements.

La crise politique au Venezuela s'est aggravée après le 23 janvier, Juan Guaido, dirigeant de l'opposition et président du parlement, s'est déclaré président par intérim lors d'un rassemblement dans la capitale, Caracas.

Il a été reconnu par les États-Unis, ainsi que par les membres du groupe de Lima (à l'exclusion du Mexique), par l'Organisation des États américains et par la plupart des États membres de l'Union européenne.

APS

SRI LANKA:

Sécurité renforcée dans la banlieue de Colombo suite à des affrontements

La sécurité a été renforcée à Negombo, en banlieue de la capitale sri-lankaise Colombo suite à de violents affrontements survenus dimanche soir, a déclaré hier la police sri-lankaise.

Les affrontements ont été consécutifs à l'escalade d'une dispute entre deux individus, qui s'est transformée ensuite en une bagarre générale entre deux groupes, a confié le porte-parole de la police, Ruwan Gunasekara.

Selon des images prises dans la région, des motocyclettes et des véhicules à trois roues étaient en feu tôt lundi matin, tandis que des maisons ont été endommagées. Un couvre-feu a été décrété dimanche soir par la

police et levé lundi à 7h, heure locale. Selon des témoins, de nombreuses personnes ont bravé le couvre-feu pour rôder dans les rues, endommageant des habitations et des véhicules toute la soirée. Les réseaux sociaux ont été temporairement bloqués dimanche soir pour tous les abonnés à travers le pays, dans le but de prévenir la diffusion de fausses informations. Le blocage a été levé lundi matin. De nombreux policiers sont présents à Negombo suite aux derniers attentats de Pâques ayant visé trois hôtels de la rue et trois églises, dont l'église de St.

Sebastian à Negombo, qui ont fait plus de 250 morts et plus de 500 blessés.

ESPAGNE - CATALOGNE - UE:

L'ex-président catalan Puigdemont autorisé à se présenter aux européennes

L'ex-président de la Catalogne Carles Puigdemont, exilé en Belgique, a été autorisé à se présenter aux élections européennes en Espagne malgré les poursuites contre lui dans ce pays, a annoncé hier un tribunal de Madrid.

Annulant une décision de la commission électorale espagnole, le tribunal a décidé que M. Puigdemont et deux autres membres de son gouvernement qui comme lui avaient quitté l'Espagne après l'échec de la tentative de sécession de 2017, peuvent se présenter aux élections du 26 mai, a

indiqué un porte-parole de ce tribunal.

Tous trois font l'objet d'un mandat d'arrêt en Espagne pour leur rôle dans la tentative de sécession, objet d'un important procès à Madrid lors duquel sont jugés 12 ex-dirigeants indépendantistes. Saisie par les partis anti-indépendantistes Ciudadanos et Parti Populaire, la commission électorale avait refusé fin avril la candidature de Carles Puigdemont, Clara Ponsati et Toni Comin sur la liste indépendantiste «Lliures per Europa» («Libres pour

l'Europe» en catalan), estimant qu'ils ne pouvaient être considérés comme des résidents en Espagne. Carles Puigdemont avait qualifié cette décision de «scandale» et de «coup porté à la démocratie». Mais la Cour suprême espagnole, saisie dans l'urgence par les avocats des séparatistes, a estimé dimanche qu'ils avaient le droit de se présenter vu qu'ils n'avaient pas été condamnés à une peine d'inéligibilité et a demandé à un tribunal administratif de trancher définitivement la question.

LE MINISTRE DES MOUDJAHIDINES, TAYEB ZITOUNI : «Les générations actuelles appelées à s'inspirer des hauts faits des chouhada»

Le ministre des Moudjahidines, Tayeb Zitouni a appelé, dimanche à Alger, les générations actuelles à s'inspirer des hauts faits de la génération de la glorieuse Guerre de libération, de leurs valeurs et de leurs principes et à s'attacher à l'union nationale.

« Il est du devoir des générations actuelles de s'inspirer des hauts faits et qualités des hommes de la trempe de Si M'hamed et tirer profit de leurs valeurs et principes qu'ils ont mis au service d'une cause noble et suprême », a indiqué M. Zitouni dans une conférence à l'occasion du 60e anniversaire de la mort du chahid Ahmed Bouguerra, dit Si M'hamed Bouguerra. « Le message de Novembre est toujours de mise, à travers l'attachement des enfants de l'Algérie à leur terre, à leur unité et le lien étroit avec leur Patrie qui a été défendue par leur aïeux, au fil des centaines d'années, donnant ainsi des exemples éloquentes en matière de sacrifice et de lutte pour la libération de leur pays, jusqu'à ce que le nom de l'Algérie devienne synonyme de liberté et d'indépendance », a-t-il ajouté.

La Proclamation du 1er Novembre « demeurera la référence des générations vers leur avenir dans lequel les qualités et les acquis s'enracinent et par lequel leur défense se renforce à travers la cohésion, le raffermissement des rangs et l'enracinement du concept du sacrifice pour une Algérie unie et sereine à la faveur de la stabilité, de la quiétude, de la paix et de la solidarité », a souligné M. Zitouni. Mettant en avant les qualités du chahid Ahmed Bouguerra qui « a donné en compagnie de ses camarades de lutte l'une des plus belles images



d'héroïsme, de bravoure, de déni de soi, de résistance et de sacrifice », M. Zitouni a rappelé « les luttes des martyrs qui ont fait face au colonisateur ». Le colonel Si M'hamed Bouguerra fut un fin stratège militaire qui a permis de faire basculer la balance sur le terrain des opérations, en faveur des troupes de l'Armée de libération nationale (ALN), durant les deux années qu'il passa à la tête du commandement de la wilaya IV historique, soit d'avril 1957 au 5 mai 1959. Né le 2 décembre 1928 à Khemis-Miliana (Ain Defla), le chahid, Si M'hamed Bouguerra, a connu au lendemain du soulèvement populaire du 8 mai 1945, les geôles du colonialisme ou il effectua un bref séjour, puis s'enrôla dans les rangs du mouvement pour le triomphe des libertés dé-

mocratiques (MTLD). Il est arrêté, une seconde fois, en 1951, pour « activités politiques subversives », condamné à trois années de prison.

Au déclenchement de la Révolution de novembre 54, Si M'hamed Bouguerra est chargé de l'organisation de la résistance armée au niveau de Amrouna, dans la localité de Tniel-el-Had. Il participera, le 20 Août 1956, au congrès de la Soummam et fut désigné responsable politique et membre du conseil de la wilaya IV Historique, puis promu, en 1958, au grade de colonel. Il est nommé à la tête des troupes de la ALN opérant à travers tout le territoire de cette même wilaya, jusqu'à sa mort, le 5 mai 1959 dans le village d'Ouled Bouachraa au environs de la wilaya de Médéa.

LE 60^E ANNIVERSAIRE DE LA MORT DU CHAHID LE COLONEL SI M'HAMED «Les étudiants marquent le parcours de ce valeureux combattant»

Le 60ème anniversaire de la mort du Chahid le colonel Si M'hamed Bouguerra, qui se coïncide avec la journée mondiale de la liberté d'expression, a été célébré dans une grande ambiance au niveau de la ville de Khemis Miliana. Effectivement, un programme très riche pour ce 60ème anniversaire du colonel de la wilaya IV historique, « Si M'hamed Bouguerra », a été tracé par l'association des amis de Khemis Miliana, l'Union nationale des journalistes algériens, le club de l'histoire Si M'hamed Bouguerra et l'Organisation Nationale des étudiants algériens (ONEA), en collaboration avec la direction de la jeunesse et du sport, la direction de la culture, la radio d'Ain Defla, Machaal Echahid, la direction de l'éducation et Abderrahmane Imprimerie. La journée du 02 Mai était la plus chargée avec une conférence animée par le compagnon de Si M'hamed Bouguerra, il s'agit du Moudjahid Lakhdar Bouragoua, qui a parlé sur les sacrifices du Chahid, ainsi que Mr Melaïka Mohamed et L'Éid Benarous ont étalé sur la journée de la presse et les combats des journalistes algériens. Les étudiants de l'université et les différents lycées de la ville ont profité de la venue de ces personnalités pour poser leur question sur

le parcours du Chahid et rendre hommage aux sacrifices de ces leaders. Mr Abed Mohamed, président de l'association Machaal Echahid, a indiqué que les célébrations de ces journées commémoratives sont très importantes pour apprendre à cette génération l'histoire et les grands sacrifices de ces Chouhadas. Durant l'après midi, deux rencontres de football ont été programmées à l'OPOP de Khemis Miliana, qui se sont tenues entre les équipes de la DJS, la Cnas, la presse locale et la police de Khemis Miliana, en présence des deux journalistes, Mr Boutadjine Mourad et Mohamed Khazrouni. Une entre finale de football, entre les écoliers a été tenue au niveau de la maison des jeunes Bougara.

Et comme chaque année la journée du 5 mai est consacrée pour la visite de la stèle du Chahid Bouguerra à Ouled Bouachra dans la wilaya de Médéa, en présence des autorités de la wilaya de Médéa, des éléments de l'armée nationale et populaire, les moudjahidines de plusieurs régions et plusieurs associations, notamment les amis de Khemis Miliana, le club de l'histoire de Bougara et les étudiants de l'ONEA. Bravo à tous et gloires à nos Chouhadas.

Salim Ben

PUBLICITÉ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
وزارة الموارد المائية
MINISTÈRE DES RESSOURCES EN EAU

Office National de l'Irrigation
et du Drainage -ONID-

الديوان الوطني للمياه
وصرف المياه

AVIS DE MISE EN DEMEURE N°01

Compte tenu du non respect des engagements contractuels de l'Entreprise Groupe ETRHB HADDAD concernant l'exécution des travaux de la conduite d'adduction des eaux du barrage de Bouhanifia vers la retenue de Fergoug wilaya de Mascara et ce malgré les incessantes relances du Service contractant (ONID) dont il est rappelé en particulier :

- La lettre de mise en demeure notifiée à l'entreprise en date du 07/12/2018.
- La réunion du 10/04/2019, tenue au niveau du projet, ayant pour ordre du jour l'état d'avancement du projet de transfert des eaux du barrage de Bouhanifia vers la retenue de Fergoug.
- La lettre de mise en demeure n° 371/DG/CSMP/ONID/19 notifiée à l'entreprise en date du 24 avril 2019.
- la lettre de réponse non convaincante n° 009/DTH/DG/19 du 30 avril 2019.

L'Entreprise Groupe ETRHB HADDAD, élisant domicile à zone des activités, lot n° 20, BP n°63 bis- Said Hamdine- Bir Mourad Rais, Alger- titulaire du marché N° 662/2017 approuvé le 06/11/2017 ayant pour objet la réalisation de la conduite d'adduction des eaux du barrage de Bouhanifia vers la retenue de Fergoug wilaya de Mascara **est mise en demeure** de prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de l'exécution des travaux d'une manière effective Afin de rattraper le retard enregistré et ce, dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de la première publication du présent avis dans la presse nationale ou au BOMOP.

Faute par elle de satisfaire à ses obligations contractuelles, il sera procédé à la résiliation du marché aux torts de l'Entreprise et lui sera appliquée les mesures coercitives édictées par la réglementation en vigueur.

DK NEWS

Anep : 1916010482 du 07/05/2019

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE



EPE - ALGERIE TELECOM - SPA
Direction Opérationnelle Ghardaïa NIF : 000212699033049

Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 011/AT/DO47/SDSF/DAL/SACH /2019

La Direction Opérationnelle de Ghardaïa lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales qui a pour objet : TRAVAUX DE CANALISATIONS URBAINES pour les entreprises aptes à réaliser pour le compte de la sous-direction technique (département réseau d'accès) au niveau de la DO de GHARDAÏA, et ce, conformément aux prescriptions techniques du cahier des charges. Le présent avis est constitué de quatorze (14) Lots séparés comme suit:

N° Lots	N action	Désignation	Distance (Km/Artère)	Distance (Km/Alv)
01	4574	Extension CANA BERRIAN Nouveau pole	1,5	3,25
02	4580	Extension CANA Route Guettera	0,6	1,4
03	4599	Extension canalisation CMSN ADJELAF EL ATTEUF CMT2	0,5	1,3
04	4593	Extension canalisation khattala CMT2	0,5	1,3
05	4596	Extension canalisation BNON BERRICHE BOUNOURA CMT2	0,5	1,3
06	4578	Extension CANA BERRIAN kef hammouda centre	0,5	1,27
07	4597	Extension canalisation SBRN SIDI BRAHIM CMT2	0,4	1
08	4598	Extension canalisation PSAN SIDI ABAZ CMT2	0,4	1
09	4595	Extension canalisation HSNAN SIDI ABAZ CMT2	0,4	1
10	4594	Extension canalisation TH2 bouhamida CMT2	0,4	1
11	4579	Extension CANA BERRIAN Hal el moudjahidines (Mosquée)	0,4	0,98
12	4589	Extension canalisation OJN oudjoudjen ben isguen	0,3	0,79
13	4577	Extensions CANA BERRIAN quartier 05 juillet	0,2	0,52
14	4576	Extension CANA BERRIAN quartier ancien hopital	0,15	0,48

Les entreprises intéressées par le présent avis d'appel d'offres, peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction Opérationnelle de Ghardaïa contre le paiement de deux mille dinars (2000 DA), non remboursable, représentant les frais de documentation et de reprographie à verser au compte bancaire n° 001 00292 0300 000 403 49 Agence BNA GHARDAÏA.

Le dossier administratif, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans les enveloppes séparées et fermées, indiquant, sur chaque enveloppe, la dénomination de l'opérateur économique, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que, sur chaque pli correspondant la mention « administratif », « offre technique », « offre financière ».

Les trois (03) enveloppes susmentionnées sont insérées dans une seule enveloppe externe fermée et anonyme, aucun signe d'identification du soumissionnaire comportant les mentions suivantes :

ALGERIE TELECOM - SPA
DIRECTION OPERATIONNELLES DE GHARDAÏA APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES *
« A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE ET EVALUATION DES PUS ET DES OFFRES »
N°011/AT/DO47/SDSF/DAL/SACH /2019 «TRAVAUX DE CANALISATIONS URBAINES»

Les offres doivent être déposées à l'adresse suivante :

DIRECTION OPERATIONNELLES DE GHARDAÏA
ADRESSE: Centre ville PLACE KHEMISTI Ghardaïa.

La date limite de dépôt des offres est fixée au quinzième (15^{ème}) jour à 14h00 à compter de la date de la première parution du présent avis d'appel au niveau des structures au sien de la DO de Ghardaïa.

L'ouverture aura lieu le même jour de dépôt en séance publique à 14h00, les entreprises retenues à l'issue de la présélection seront invitées par la direction opérationnelle de Ghardaïa.

DK NEWS

Anep : 1916010513 du 07/05/2019

KSOUR DE M'DOUKAL (BATNA) :

Un site historique et touristique à valoriser

Les habitants de M'doukal (130 km au Sud-ouest) misent sur la classification de ses Ksour en secteur sauvegardé, conformément à la législation en vigueur, afin de revitaliser cet espace et le transformer en une destination touristique.



Le dossier de cette classification a été déposé en octobre 2018 à la commission nationale des biens culturels du ministère de la Culture, assure le directeur de la culture, Omar Kebbour qui relève que l'initiative a pour atouts la persistance d'une certaine activité agricole entretenue par quelques habitants et le bon état de conservation de ses constructions en terre crue.

Pour M. Kebbour, lui-même chercheur en archéologie, cette étape est importante pour la sauvegarde du site et la sensibilisation des habitants à la préservation et le respect du mode de construction lors des actions d'entretien et de restauration.

L'importance de ce vaste monument architectural ne pouvant être dissociée des métiers artisanaux de ses anciens occupants, il a été convenu avec les autorités locales pour ressusciter certains métiers traditionnels avec l'engagement du secteur de la culture à accompagner la restauration des vieilles constructions.

Il est également prévu, dans la même perspective, d'encourager les associations locales intéressées par la protection du patrimoine culturel et touristique au travers de la relance de certaines manifestations dont le festival équestre qui attirait de grands nombres de visiteurs de plusieurs wilayas du pays, a-t-il ajouté.

Un atelier pratique sur les techniques de construction en terre

En prévision de la classification des ksour en patrimoine national sauvegardé, la direction de la Culture, en coordination avec l'association Teghanimet pour la culture et les arts, a organisé, au début de la célébration du mois du patrimoine, un atelier pratique sur les techniques de construction en terre à M'doukal.

L'objectif était de sensibiliser les habitants à la valeur des techniques des anciens bâtisseurs de ces ksour, dont la

pérennité des œuvres est aujourd'hui visible aux visiteurs. Pour l'architecte et président du bureau de valorisation du patrimoine à la direction de la Culture, Asma Ghenam, la protection des vieux ksour commence par la mise en exergue du mode, des techniques et matériaux de construction d'où la tenue de cet atelier encadré par des spécialistes dont Rachid Djebnoun et Omar Dali de l'université Mohamed Khider de Biskra et Lina Chaoui de l'université de Blida.

La terre représente le matériau principal de construction des ksour et leur confère une touche d'esthétisme et de symbiose singulière, estiment les spécialistes qui considèrent qu'il est nécessaire de ressusciter cette technique de construction écologique et durable dans les efforts de préservation du vieux village de M'doukal, plusieurs fois séculaire, dont certains édifices continuent d'assurer leurs fonctions d'origine à ce jour officiel.

L'intérêt pour les ksour de M'doukal, frappés en 1969 par de grandes inondations, remonte à plusieurs années puisqu'en 2013, une étude sur la réhabilitation du vieux noyau de M'doukal a été réalisée par l'architecte Brahim Ariouat qui avait évalué à 630 millions DA le coût nécessaire pour l'opération.

En avril 2015, des journées d'étude sous le slogan «M'doukal, patrimoine national» ont été organisées par l'association des amis de Medghacen et l'association de la culture et du patrimoine historique de M'doukal avec la participation d'une commission ministérielle en préparation du projet de préservation de ce site historique.

Ksour de M'doukal, historique et authenticité

Aux origines numides, les ksour de M'doukal dont la construction remonte au 3ème siècle de notre ère tirent leur

importance du fait qu'ils ont toujours constitué un carrefour de diverses civilisations humaines, estiment des historiens.

L'appellation M'doukal du site signifie en langue amazighe «les amis», alors que les romains l'ont appelé «Aqua viva» au regard du nombre important de sources d'eau, selon les mêmes historiens qui soulignent que M'doukal, Tobna (près de Barika) et Tahouda (Biskra) figurent parmi les plus anciennes cités de la région et qui entretenaient d'étroits rapports commerciaux.

Le nom de M'doukal a été également mentionné par plusieurs anciens historiens dont l'explorateur Hocine Ibn Mohamed El-Ouartilani qui vécut entre 1125 et 1193 de l'hégire.

La cité fut aussi le berceau de nombreux illustres savants dont Salah Ibn Mohamed Zouaoui El-Hassani, mort en l'an 839 de l'hégire, Abdelkader Ibn Beldou El M'doukali, mort à Damas en 1936 et l'illustre écrivain et moudjahid Ahmed Aroua.

Bâtie au milieu d'une oasis verdoyante aux sources d'eau multiples, M'doukal fut célèbre pour ses mosquées et zaouias dont Djamaa Sidi El Hadj d'où prenaient leur départ les anciennes caravanes de hadj, mais aussi pour ses cinq portes : Enader, Essour, El-Hamraya, Erahba et El-Okda. A l'instar des anciennes cités islamiques, les ruelles de M'doukal sont étroites, sinueuses et recouvertes par endroits, appelées «Skifa». La ville compte également certaines constructions en terre crue élevant sur deux niveaux et parfois quelques ruines de l'époque romaine. Résistant au temps et à l'oubli, M'doukal conserve, à ce jour, les traces intactes de sa gloire passée et ses vestiges culturels et patrimoniaux qui méritent, assurent nombre de spécialistes, d'être sauvegardés et ré-exploités dans la perspective d'en faire une destination majeure du tourisme culturel.

BATNA :

L'importance de l'inventaire scientifique dans la protection du patrimoine culturel en débat

L'importance de l'inventaire scientifique dans la mise en valeur et la protection du patrimoine culturel a été soulignée, dimanche à Batna, par des spécialistes au cours d'une journée de formation sur «la protection sécuritaire du patrimoine culturel», organisée à la maison de la culture Mohamed Laid Al Khalifa au profit des services de la Police. Mettant l'accent sur la complexité de cette opération qui nécessite «beaucoup de temps et d'efforts», les participants à cette rencontre, intitulée «Le policier et la protection du patrimoine culturel», ont estimé que l'inventaire scientifique aide les services de sécurité et

la Police judiciaire en particulier à récupérer «rapidement» les pièces archéologiques volées, car déjà répertoriées et donc leur origine et l'endroit où elles-ci se trouvaient ou étaient exposées, identifiés. «Le secteur local de la culture et le service du patrimoine culturel, en particulier, déploient d'importants efforts pour parachever l'opération d'archivage et de classification du patrimoine culturel locaux», a souligné le directeur de la culture, Omar Kebbour, précisant que les services compétents ont privilégié durant ces dernières années le travail scientifique de base et réglementaire pour identifier et ré-

pertorier le patrimoine que recèle la wilaya de Batna qui comprend un site et un musée classés mondialement, à savoir Timgad et le mausolée Numide du roi Medghacen. «Le grand défi est d'arriver à classer les monuments et les sites archéologiques pour leur conférer un cachet légal et réglementaire et faciliter, par ricochet, les missions de la Police judiciaire et la justice dans la protection et la préservation du patrimoine culturel national», a ajouté le même spécialiste et chercheur en archéologie. Les monuments ou autres pièces archéologiques non classés sont considérés comme un patrimoine à sauvegarder

et à préserver, mais l'application de la loi demeure difficile car ne figurant pas dans les dispositions de la loi n° 04-98 relative à la protection du patrimoine culturel et les articles 106, 107 et 108 stipulant d'appliquer la loi en cas d'atteinte, selon la même source. Cette journée de formation à laquelle ont pris part des cadres et agents des 17 sûretés de daïras disséminées à travers la wilaya a été mise à profit pour faire connaître le patrimoine culturel de Batna, ses catégories, son importance et les lois promulguées par le législateur algérien pour la préservation et la sauvegarde du patrimoine culturel national (loi 04-98).

OUARGLA :

Formation de jeunes dans la vannerie à base de dérivés du palmier

Une trentaine de jeunes de la wilaya d'Ouargla vont bénéficier de sessions de formation dans les métiers de vannerie à base de dérivés du palmier, notamment le meuble, une des activités traditionnelles de la région, a-t-on appris lundi de responsables de l'association du ksar d'Ouargla pour la culture et la réforme.

Cette opération de formation, qui profitera à des jeunes des deux sexes, sera lancée prochainement dans des modules de construction traditionnelle et d'ameublement à base de dérivés de palmier, à travers des sessions de 18 mois, englobant des cours théoriques et pratiques, a précisé le président de l'association, Hocine Boughaba.

Initiée au niveau de l'association, en coordination avec le centre de formation professionnelle «Slimane Omar» de la commune d'Ain El-Beida, cette initiative permettra aux stagiaires de s'approprier des métiers ancestraux, dont la fabrication des meubles et produits domestiques à partir de dérivés du palmier, et l'exploitation et l'utilisation de matériaux de construction locaux. Retenue dans le cadre d'une convention entre l'association et le secteur de la formation professionnelle, cette opération, encadrée par des formateurs du secteur de la formation, permettra aux stagiaires de s'armer au terme de leur formation d'un certificat d'aptitude professionnelle représentant l'acquisition d'un savoir-faire traditionnel sur ces activités séculaires et les anciennes techniques d'usage de matériaux locaux pour la restauration du vieux bâti.

Selon le président de l'association, Hocine Boughaba, l'opération, inscrite dans le cadre du mois du patrimoine (18 avril-18 mai) et du programme d'appui à la protection et la valorisation du patrimoine culturel local, vise l'exploitation des produits locaux, notamment le palmier, dans la confection d'articles d'ameublement (tables, chaises et autres) et de vannerie.

Cette démarche constitue un soutien et une contribution à la promotion des activités liées à l'inventaire et la préservation des biens culturels, à travers la formation et la qualification de la main-d'œuvre et son implication dans la protection

du patrimoine de la région, a-t-il ajouté.

Des artisans s'emploient à pérenniser les anciens métiers

De nombreux artisans d'Ouargla s'adonnent encore à la vannerie, à base de dérivés du palmier, en confectionnant une panoplie de produits et d'articles, avec pour objectif de pérenniser ces métiers anciens et les léguer sagement aux futures générations. Melle. Aicha Ziane, artisane en vannerie et articles de décoration, a estimé que cette activité, héritée des aïeux, constitue une source vivrière pour nombre de familles, notamment dans la région agricole enclavée d'Oum-Erraneb, commune de Sidi-Khouiled, où des dizaines de femmes aux foyers s'efforcent d'assurer la relève et la pérennité du métier. Des ustensiles, dont des plats, différents formes et volumes, et des couffins sont exposés par cette artisane pour ce métier requiert une dextérité et une concentration, de la patience et de la passion, en déplorant, toutefois, les contraintes entravant le développement de ces activités et qui risquent d'hypothéquer leur avenir. Ces contraintes sont liées notamment au manque de main-d'œuvre qualifiée, la difficulté de commercialisation des produits et les prix dérisoires des objets par rapport aux efforts fournis, obligeant plusieurs artisanes à renoncer à cette activité au détriment d'autres. «La confection de certains produits peut durer plus de 60 jours pour être cédés enfin à un prix de 2.000 DA, une évaluation loin d'être proportionnelle avec les efforts fournis, alors que son prix réel ne devrait pas être inférieur à 7.000 DA», a estimé, à titre d'illustration cette artisane qui jouit d'une vingtaine d'années d'expérience. Melle. Ziane a, à cette occasion, appelé à prévoir des sessions de formation dans cette activité et a espéré l'ouverture d'espaces d'exposition et de commercialisation de ces produits, créneau porteur pour le tourisme saharien. Des artisans de la région s'emploient à développer la vannerie par la création de nouveaux produits de diverses formes et motifs dans le but de redorer le blason de ce métier, une des caractéristiques de la culture et du patrimoine local.

APS

VOLLEY/ AG ELECTIVE (LIGUE ALGÉROISE): Nacer Mustapha nouveau président

Le vice-président en exercice de la Ligue algéroise de volley-ball (LAVB), Nacer Mustapha a été élu à la présidence de l'instance, pour achever le mandat olympique de quatre années (2016-2020), en remplacement du président démissionnaire Lahoucine Clous, a-t-on appris hier du secrétariat de la Ligue.

Nacer Mustapha a obtenu 9 voix contre 7 pour l'autre candidat, le membre du bureau et président de la commission Beachvolley, Omar Zanoun, lors de l'assemblée élective organisée la semaine dernière.

Outre le nouveau président élu pour le reste du mandat, le bureau de Ligue de la LAVB est composé de: Yahia Hakim (président /NRS), Djillali Neggazi, Athmane Ait El Hara, Omar Zanoun, Mustapha Ouadi (NO Reghaïa) et Hocine Abidi (WO Rouiba). Le nouveau président de la Ligue va s'atteler à rassembler toute la famille de la balle haute et à achever le travail du plan d'action 2019/2020, approuvée récemment par les membres de l'assemblée générale, et aussi organiser le volet administrative de la ligue (renouvellement agrément) avec la wilaya en partenariat avec la Djsl/wa et la fédération, conclut la même source.

HYPERANDROGÉNIE: Le cas Semenya «extrêmement compliqué et délicat» (Bach)

Le président du Comité international olympique, Thomas Bach a estimé lundi à Brisbane que le cas de l'athlète sud-africaine Caster Semenya, déboutée par le Tribunal arbitral du sport (TAS), est «extrêmement compliqué et délicat».

Le CIO a décidé de créer un groupe d'experts composé notamment du directeur médical de l'instance Richard Budgett, d'un représentant de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) et «d'experts du monde de la science, de l'éthique et de représentants des athlètes et des fédérations internationales», a déclaré M.

Bach cité par l'AFP. Les experts «ont étudié ce problème extrêmement compliqué et délicat», a ajouté M. Bach, en marge d'une conférence de presse à Brisbane. Le TAS a rejeté mercredi dernier le recours de Caster Semenya contre les règles de la Fédération internationale d'athlétisme obligeant les athlètes hyperandrogènes, comme elle, à faire baisser leur taux de testostérone. Le TAS a toutefois demandé à l'IAAF d'amender son règlement qui entre en application dès le 8 mai. «C'est une affaire qui doit être prise en considération avec les fédérations internationales, ce sont leurs règles qui sont concernées, leurs règles techniques», a encore indiqué M. Bach, ajoutant n'avoir «aucune idée de quand ce groupe de travail rendra ses conclusions». «De temps en temps, entre les experts du monde médical c'est presque comme dans le monde des avocats, il y a des discussions très très dures, et c'est pourquoi je ne sais pas quand ce groupe terminera son travail», a encore déclaré M. Bach. Le président du CIO était à Brisbane lundi pour rencontrer le maire de la capitale de l'Etat du Queensland, qui envisage de se porter candidate à l'organisation des Jeux olympiques 2032. Il participera ensuite à la convention SportAccord qui réunit les fédérations sportives sous le patronat du CIO et qui se tient à proximité, à Gold Coast.

APS

BASKET: Décisions «exceptionnelles» pour relancer le championnat, la relégation gelée

La Fédération algérienne de basket-ball (FABB) a pris des décisions «exceptionnelles» pour permettre le redémarrage du championnat masculin, à l'arrêt depuis deux mois en raison notamment de la grève des arbitres, a annoncé l'instance fédérale.

Si les compétitions ont repris le 1er mai avec le déroulement de quelques matchs des 1/8 de finale de Coupe d'Algérie, le championnat de D1 est toujours suspendu (13 journées n'ont pas été jouées) et il a fallu une réunion avec les pensionnaires de la Nationale 1 pour débloquer la situation. Le bureau fédéral de la FABB a décidé ainsi la qualification des quatre meilleures équipes (WO Boufarik 1er, NA Hussein-Dey 2e, GS Pétroliers 3e et NB Staouéli 4e) pour disputer des demi-finales (un seul match) puis une finale sur terrain neutre, afin de décerner le titre de champion d'Algérie. La FABB tient à préciser que «la majorité des clubs ont souhaité ne pas participer à la suite des compétitions» vu leur «situation financière difficile», d'où la décision de continuer le championnat avec les quatre premiers. Pour l'USM Alger, l'USM Blida et le CRB Dar El-Beïda, respectivement 6e, 7e et 10e à l'issue de la 17e journée (la dernière jouée) et qui ont préféré poursuivre la compétition, ils disputeront des matchs de classement en aller simple sur terrain neutre, ajoute la même source qui rappelle «l'indisponibilité des salles à compter du mois de juin 2019» pour cause de campagne électorale.

Concernant le bas du tableau, le bureau fédéral a décidé de geler la relégation pour les équipes classées 15e



et 16e, lesquelles joueront donc en Nationale 1 lors de la saison 2019-2020. Pour l'accession, il a été décidé de faire monter les équipes classées 1re et 2e de chaque groupe du deuxième palier vers la D1 au terme de l'actuel exercice. La FABB insiste, dans son communiqué publié dimanche soir, que ces décisions viennent «dans une conjoncture exceptionnelle» et que son but est de clôturer la saison sportive 2018-2019 «dans les meilleurs délais».

Zone de turbulences

Le basket-ball algérien traverse des zones de turbulences cette saison avec, comme première conséquence, le début tardif des compétitions en raison de la crise financière que traversent la majorité des clubs.

Même le corps arbitral n'a pas échappé à cette conjoncture, ce qui l'a poussé à entamer le 2 mars un mouvement de contestation qu'il n'a suspendu que mercredi dernier pour exiger le paiement de ses indemnités de la saison 2018-2019.

Ce mouvement de grève a conduit au rejet des bilans moral et financier de l'ancien bureau exécutif de la FABB présidé par Ali Slimani. Un rejet qui a provoqué son départ et son remplacement par Rabah Bouarifi lors de l'assemblée générale élective organisée le 20 avril dernier, pour le reste du mandat olympique 2017-2020. Bouarifi, dont le bilan moral avait été rejeté à la fin de son mandat en 2017, était sous le coup d'une décision d'inéligibilité du ministère de la Jeunesse

et des Sports sous El Hadi Ould Ali.

Afin de pouvoir être élu à la tête de la FABB, Bouarifi a été réhabilité par les membres de l'assemblée générale, réunis le 13 mars en session extraordinaire, profitant notamment de la décision du nouveau ministre Raouf Saïlem Bernaoui de rétablir dans leurs droits les personnes «injustement» écartées par l'administration.

Dès son élection, Bouarifi avait déclaré à l'APS que «la priorité est de sauver la saison en cours avec la reprise des compétitions nationales et le règlement du litige avec les arbitres», annonçant à cette occasion une réunion avec les présidents de club, qui s'est finalement tenue le 23 avril, pour trouver une «solution adéquate».

ATHLÉTISME / CHAMPIONNATS ARABES U18 :

La DTN fixe les minima de participation (Fédération)

La Direction technique nationale (DTN) de la Fédération algérienne d'athlétisme a dévoilé hier les minima fixés pour la participation à la 7e édition des Championnats arabes des moins de 18 ans, prévue du 4 au 7 juillet 2019 à Tunis (Tunisie).

Des minima qui concernent 20 des 23 spécialités inscrites au programme de cette compétition, à savoir : 100m, 200m, 400m, 800m, 1500m, 3000m,

2000m Steeple, 5000m marche, 10.000m marche, 100m/haies, 110m/haies, 400m/haies, hauteur, longueur, perche, triple-saut, poids, disque, marteau et javelot.

Concernant les spécialités restantes, à savoir : l'heptathlon et le décathlon, la DTN n'a pas fixé de seuil particulier à atteindre pour les athlètes, annonçant au passage que la 23e et dernière spécialité sportive inscrite au programme

de ces championnats arabes, le Medley-Rellais, n'aura pas besoin de minima.

«Les minima doivent être réalisés durant la période allant du 1er janvier au 15 juin 2019» a précisé la fédération algérienne d'athlétisme dans un communiqué, en précisant que «seules les athlètes nés entre 2002 et 2003 pourront participer aux prochains championnats arabes».

JO-2032:

Plusieurs villes intéressées par l'organisation (CIO)

Le Comité international olympique (CIO) s'est dit satisfait par l'intéressement de plusieurs à organiser les Jeux olympiques 2032, avant même le lancement officiel du début de la campagne de candidature pour ce rendez-vous.

« Pour le CIO, il est très encourageant de constater que dès maintenant nous avons plusieurs villes intéressées par l'organisation des JO-2032. Cela montre l'attractivité grandissante des Jeux olympiques», a déclaré lundi, le président du Comité, Thomas Bach, lors d'une conférence de presse à Brisbane,

en marge de sa visite à la ville, capitale du Queensland, Etat qui a accueilli en 2018 les Jeux du Commonwealth à Gold Coast et qui a postulé avec d'autres villes à abriter les JO-2032.

S'exprimant en compagnie du maire de la ville Adrian Schrinner et du président du Comité olympique australien John Coates, le président du CIO s'est dit lundi «impressionné» par le niveau de détails de l'étude de faisabilité présentée par la ville de Brisbane qui envisage de se porter candidate à l'organisation des Jeux olympiques 2032.

« Nous avons été impres-

sionnés par le niveau de détails de l'étude de faisabilité et son bien fondé», a ajouté Thomas Bach qui devra ensuite participer à la convention SportAccord organisée à proximité, à Gold Coast. «Nous avons eu des discussions très positives et avons reçu des informations très encourageantes. L'étude de faisabilité montre que nous pouvons organiser des Jeux avec un budget opérationnel neutre» pour les finances publiques, a ajouté le maire, grâce notamment à une contribution de 1,8 milliard de dollars du CIO, la même somme que celle allouée aux

JO de Los Angeles-2028», a indiqué pour sa part M. Schrinner.

Interrogé pour savoir si les habitants de Brisbane et du Queensland seraient appelés à se prononcer par référendum sur une candidature pour 2032, M. Schrinner a répondu: «Nous n'avons pas encore décidé». Outre Brisbane, les villes de Jakarta (Indonésie), Bombay (Inde) et les deux Corées (organisation commune) seraient également intéressées par l'organisation des JO-2032 dont la campagne doit officiellement débiter en 2023 avec la désignation de la ville hôte prévue en 2025.

ATHLÉTISME :

Le marathonien Kipchoge va réessayer de descendre sous la barre des 2 heures

Le légende mondiale du marathon, le Kényan Eliud Kipchoge a annoncé hier qu'il compte réessayer de parcourir les 42,195 km de cette course en moins de deux heures, lui qui avait échoué de 25 secondes lors de sa première tentative, en mai 2017 à Monza (Italie).

La date de cette nouvelle tentative n'est pas encore décidée, mais «elle devrait probablement intervenir cet automne, fin septembre ou début octobre» a indiqué Ineos, le partenaire de Kipchoge, considéré comme le meilleur marathonien de tous les temps et le seul athlète au monde à pouvoir passer sous la barrière des deux heures.

«Nous allons lui apporter tout le soutien dont il a besoin, pour l'aider à marquer l'histoire du sport», a déclaré le milliardaire britannique Jim Ratcliffe, propriétaire du géant de la chimie Ineos.

«C'est avec une grande fierté que j'ai accepté le challenge que m'a présenté Ineos. Je suis très excité par les mois de préparation qui s'annoncent et de montrer au monde que lorsqu'on travaille dur et qu'on croit en soi, tout est possible», a pour sa part expliqué Kipchoge sur le site mis en place par Ineos et baptisé «1h59 challenge». «J'ai beaucoup appris de ma précédente tentative et je pense vraiment que je suis capable de courir 26 secondes plus vite qu'à Monza, il y a deux ans», a ajouté le recordman de la distance.

Le champion olympique de



Rio-2016 avait déjà tenté de réaliser le même défi en mai 2017 en partenariat avec Nike. Il n'avait alors échoué qu'à 25 secondes des deux heures, abrité par une voiture qui lui donnait le tempo lors d'une opération

organisée par son sponsor sur l'autodrome de Monza, en Italie.

Une performance non homologuée par l'IAAF compte tenu de ses conditions. Kipchoge, récent vainqueur pour la quatrième fois du marathon de Lon-

dres en 2 h 02 min 37 sec, a abaissé en septembre 2018 son précédent record du monde sur la distance, parcourant les 42,195 km en à 2 h 01 min 39 sec lors du marathon de Berlin.

FÉDÉRATION DE BOXE :

Le président Nehassia officiellement réhabilité par le ministre (MJS)

Abdelmajid Nehassia, président déchu de la Fédération algérienne de boxe (FAB), a été officiellement réhabilité par le ministre de la Jeunesse et des Sports, Raouf Salim Bernaoui, à indiqué hier un communiqué du ministre (MJS) dont l'APS détient une copie.

«Le ministre a décidé de procéder à l'annulation de la suspension temporaire prononcée à l'encontre de Nehassia Abdelmajid en date du 24 mai 2017 ainsi qu'à sa réhabilitation en tant que président de la Fédération algérienne de boxe», lit-on sur le communiqué du MJS, soulignant que «cette décision portant le numéro 267 est notamment motivée par la demande formulée par l'intéressé ainsi que par le verdict du Tribunal arbitral du sport (TAS) et du tribunal administratif.» Cette décision a été saluée par la famille de la boxe algérienne qui voit en elle «un retour à la légitimité».

Les opposants de Nehassia, eux, la rejettent et crient à l'"ingérence" du ministre dans les affaires internes de la FAB.

«Une fois que la décision de réhabilitation

soit signée par le ministre, je demanderai à la tutelle de désigner deux inspecteurs et un huissier de justice pour pouvoir réintégrer mon poste de président, chose très complexe par rapport à la position de l'actuelle équipe fédérale vis-à-vis de ma personne.

Je détiens des preuves graves sur l'actuel bureau fédéral et dès mon retour à la fédération, je lancerai une passation de consignes et je demanderai un audit externe sur la gestion financière et administrative durant la période de Mourad Ouhib, président par intérim de la FAB», avait déclaré Abdelmajid Nehassia récemment à l'APS.

Elu le 4 mars 2017 à la tête de la FAB pour le mandat olympique 2017-2020 en remplacement de Nabil Sadi, Nehassia avait été d'abord suspendu par le MJS pour «mauvaise gestion» avant d'être déchu de son poste par les membres de l'Assemblée générale, réunis en session extraordinaire le 15 juillet 2017 et une assemblée élective avait été organisée le 1er août de la même année, portant Abdelmajid Draa à la tête de la FAB.

Mais suite au verdict du Tribunal algérien de règlement des litiges sportifs (TARLS), Nehassia a été rétabli dans ses droits en tant que président «légitime» de l'instance fédérale.

L'intéressé a eu cependant du mal à le faire exécuter suite à l'appel introduit par Abdelmajid Draa, finalement débouté par la justice.

Depuis le 26 octobre 2018, date de la fin de mission de l'ex-président Draa, la FAB vit une situation de blocage et un vice-président, à savoir Mourad Ouhib, occupe le poste de président par intérim.

A partir de cette date, deux assemblées électives avaient été reportées (17 novembre et 29 décembre 2018), sur injonction de l'Association internationale de boxe (AIBA) qui a demandé des explications sur les motifs du rejet des dossiers de candidatures de Nabil Sadi et Fazil Ferhat, réhabilités eux aussi par le MJS.

Conséquence de cette situation, l'Algérie a perdu sa représentativité au sein du Comité exécutif de l'AIBA.

ORAN :

Inauguration d'une nouvelle piscine à hai Akid Loitfi

La natation s'est dotée à Oran d'une nouvelle piscine, inaugurée par le wali, Mouloud Cherifi, hier à hai Akid Loitfi relevant de la commune d'Oran.

Cette piscine semi olympique a été ouverte lors d'une tournée d'inspection du chef de l'exécutif de la capitale de l'Ouest algérien, de plusieurs structures sportives entrant dans le cadre des préparatifs en cours pour les Jeux méditerranéens de l'été 2021.

Selon les explications fournies par les responsables du secteur

des sports d'Oran, cette piscine répond aux normes internationales en vigueur.

Elle dispose de trois vestiaires et de douches haut standing.

M. Cherifi a saisi cette occasion pour appeler à préserver cette structure et faire profiter des citoyens à des prix d'abonnement raisonnables.

Dans ce même cadre, le wali d'Oran a visité la piscine de Bir El Djir prévue d'être réceptionnée en juin qui dispose de 6 vestiaires et deux bassins de nata-

tion pour enfants et adultes.

Il a également inspecté les travaux de réalisation d'une piscine au quartier "Lofa" dans la daira d'Es-Sénia.

A noter que trois piscines semi olympiques (25 mètres) sont en cours de réalisation à Hai Nedjma (ex Chteibo), El Kerma et hai Bouamama de la ville d'Oran.

Le nombre de piscines à Oran devra atteindre 20 entre olympiques et semi olympiques et de proximité avant les Jeux médi-

terraneens de 2021.

Un centre aquatique disposant de quatre bassins est en cours de réalisation au niveau du nouveau complexe olympique.

Cette structure devra contribuer à résoudre les problèmes des nageurs d'Oran, a souligné le directeur de la jeunesse et des sports, Badreddine Gharbi.

La wilaya d'Oran compte 34 clubs activant en spécialités de natation, plongée et apnée.

VOLLEY / NATIONALE 1 DAMES (MISE À JOUR):

Le derby RCB - NCB ce soir à Béjaïa

La Fédération algérienne de volley-ball a programmé le derby bougiote entre le RCB et le NCB, ce soir à Béjaïa (22h00) pour le compte de la mise à jour du calendrier.

C'est le dernier match en retard au programme avant le déroulement, la semaine prochaine, de la 18e et ultime journée de la compétition dont le titre est revenu au GS Pétroliers.

Mardi : RC Béjaïa - NC Béjaïa (22h00)

Classement :	Pts J
1. GS Pétroliers	51 17
Champion	
2. Seddouk VB	38 17
3. NR Chlef	36 17
4. RC Béjaïa	34 16
5. MB Béjaïa	32 17
6. WA Béjaïa	19 17
7. ASW Béjaïa	14 17
--. OS Tichy	14 17
9. NC Béjaïa	13 16
10. WA Ain Taya	1 17
Relégué	

BASKET-BALL / NATIONALE 1 DAMES (11E J /MISE À JOUR) :

MT Sétif - HD Marine, ce soir à Sétif

Le MT Sétif affrontera le club d'Hussein-Dey Marine mardi à Sétif (22h30) pour le compte de la mise à jour du calendrier du championnat national de basket-ball (dames). Les deux équipes occupent le haut du tableau dominé par le GS Pétroliers (20 pts/10 matches), suivi du MT Sétif (17 pts/10m) et le HD Marine (16 pts/9 m).

Mardi 7 mai : Sétif: MT Sétif - Hussein-Dey Marine (22h30)

Classement :	Pts J
1. GS Pétroliers	20 10
2. MT Sétif	17 10
3. HD Marines	16 9
--. RCBB Arréridj	16 11
--. USA Batna	16 11
6. OC Alger	15 11
7. JF Kouba	13 11
8. DRNB Staouéli	21 1.

APS

MEXIQUE: Les Dorados de Maradona s'inclinent à nouveau en finale de D2

Les années se suivent et se ressemblent pour les Dorados de Maradona: comme la saison dernière, le club entraîné par l'ancienne gloire argentine du football s'est à nouveau incliné en finale du championnat de deuxième division mexicain, passant à côté de la montée.

Les hommes de Maradona ont été battus en prolongation de la finale retour (1-0) par l'Atlético San Luis, une des meilleures équipes de la saison régulière. A l'aller, les deux équipes avaient fait match nul (1-1).

«Je suis triste pour mes garçons», a simplement déclaré Maradona, 53 ans, à l'issue du match. Dans un stade de l'Atlético particulièrement hostile à l'entraîneur argentin, les Dorados ont été dominés dans la première période, avant de se remettre en ordre de bataille. Mais aucune des deux formations n'a réussi à faire la différence dans le temps réglementaire, et c'est finalement du défenseur espagnol de San Luis, Unai Bilbao, à la 103ème minute, qu'est venu la délivrance pour l'Atlético.

San Luis Potosi accède ainsi à l'élite pour la troisième fois de son histoire et met fin à une série de 14 matches sans défaite pour les Dorados. Cette finale retour devait être le dernier match de Maradona sur le banc de la formation de Sinaloa: le champion du monde 1986 a en effet annoncé en début de mois qu'il souhaitait quitter son poste à l'issue du tournoi de clôture, estimant que sa seule présence entraînait des décisions arbitraires défavorables.

Son bilan à la tête de l'équipe de Sinaloa est plutôt flatteur: il avait repris l'équipe en septembre lors de la 8e journée du tournoi d'ouverture du Championnat de D2, alors que les Dorados occupaient la 13e place (sur 15). Il a redressé la barre et conduit son équipe en finale du tournoi d'ouverture, avant de récidiver et de qualifier les Dorados pour cette finale du tournoi de clôture.

FRANCE/LIGUE1: Le PSG effectuera sa tournée d'été en Chine

Le Paris SG a annoncé hier qu'il effectuera une tournée d'été en Chine du 23 juillet au 3 août, avec notamment un amical contre l'Inter Milan, avant le Trophée des champions contre Rennes à Shenzhen qui marquera le début de sa saison.

«C'est une période passionnante. L'engouement pour le football n'a jamais été aussi fort en Chine et nous voulons nouer des liens solides avec les fans locaux», a déclaré Maxwell, coordinateur de l'équipe première, dans le communiqué du club.

Après 2014 et 2018, il s'agit du troisième voyage du genre du PSG, qui désire développer sa marque hors de ses frontières, dans le pays le plus peuplé de la planète, nouvel Eldorado du foot mondial. Le champion de France 2019 rencontrera le 27 juillet à Macao l'Inter Milan, propriété depuis 2016 du groupe chinois Suning, puis le 30 juillet à Suzhou, près de Shanghai, l'Espanyol Barcelone où joue la star locale Wu Lei. La tournée se terminera le 3 août à Shenzhen, pour le Trophée des champions, premier match officiel de la saison 2019/2020, contre Rennes qui a gagné sa place en battant le PSG en finale de Coupe de France.

APS

CAN-2019 (PRÉPARATION): 3 matchs amicaux au programme du Bénin

Les Ecureuils du Bénin disputeront trois matchs amicaux de préparation en prévision de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019, prévue en Egypte du 21 juin au 19 juillet, a indiqué la Fédération béninoise de football.



Les hommes de Michel Dussuyer affronteront la Mauritanie le 11 juin, la Tunisie le 17 juin et la Guinée le 19 juin, précise la même source. Avant de s'envoler pour l'Egypte pour disputer la CAN-2019,

les Béninois seront en stage au Maroc à compter du 3 juin, lequel sera ponctué par ces trois rencontres amicales qui ont pour objectif de valider le projet de jeu de l'équipe mais aussi d'analyser les

forces en présence. Ces matchs peuvent être révélateurs sur la condition physique des joueurs qui seront appelés par Michel Dussuyer et de leur entente sur le terrain. Les Ecureuils du Bénin,

qui ont validé leur ticket de qualification contre les Eperriers du Togo, évolueront lors du tournoi continental dans le groupe F face au Cameroun, tenant du titre, à la Guinée-Bissau et au Ghana.

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION AFRICAINE (1/2 FINALE-RETOUR): La Renaissance de Berkane en finale

La Renaissance sportive de Berkane (RSB) s'est qualifiée pour la finale de la Coupe de la Confédération africaine de football, en battant dimanche à domicile le Club Sportif Sfaxien tunisien par 3 buts à 0, en match comptant pour les

deuxièmes de finale retour. Les buts de la rencontre ont été inscrits par Laba Kodjo (8è, pén), Omar Namsaoui (19è) et Issoufou Dayo (31è). Au match aller, la RSB avait perdu par 2-0. La RS Berkane dont c'est la première qualification de

son histoire en finale, sera opposée au vainqueur de l'autre demi-finale retour qui opposera ce soir (20h), à Sousse, l'Etoile sportive du Sahel au Zamalek d'Egypte.

Zamalek se qualifie pour la finale

L'équipe égyptienne de Zamalek s'est qualifiée pour la finale de la coupe de la de la Confédération africaine de football après avoir tenu en échec

la formation tunisienne de l'Etoile sportive du Sahel (0-0), en demi-finale retour disputée dimanche au stade olympique de Sousse. Zamalek est

qualifié grâce à son avantage de 1 but à 0 acquis au match aller, joué dimanche dernier à Alexandrie. La formation égyptienne affrontera en finale

l'équipe marocaine de Renaissance de Berkane qui a éliminé, plus tôt dans la journée, l'autre formation tunisienne, le CS Sfaxien (0-2, 3-0).

ESPAGNE:

Huesca relégué à son tour après une gifle de Valence (6-2)

Quelques heures après la relégation du Rayo Vallecano, la lanterne rouge Huesca a été à son tour renvoyée en deuxième division dimanche lors de la 36e journée du Championnat d'Espagne, après avoir subi une défaite sévère 6-2 à domicile face à Valence. Au stade El Alcoraz, les Valenciens menaient déjà 5-0 à la pause grâce à Daniel

Wass (2e), Rodrigo Moreno (16e), un doublé de Santi Mina (20e, 32e) et un but contre son camp de Xabi Etxeita (40e).

Rodrigo a ensuite scellé son propre doublé (51e), avant un but de Gonzalo Melero (66e) et un penalty d'Alex Gallar (90e+2) pour sauver l'honneur des Aragonnais. A deux matches de la fin, Huesca

(20e, 30 pts) ne peut mathématiquement plus revenir sur le premier non-reléguable Valladolid (17e, 38 pts). C'est aussi le cas du Rayo Vallecano (19e, 31 pts), condamné dimanche en fin d'après-midi, ce qui ne laisse plus qu'une seule place de reléguable à attribuer. Elle est actuellement occupée par Gérone (18e, 37 pts).

LIGUE 2 / ASO-WAT:

Match homologué en son résultat, l'ASO officiellement en Ligue 1 (LFP)

La Commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP) a décidé hier d'homologuer le match ASO Chlef-WA Tlemcen de la 30e journée de Ligue 2 Mobilis disputé samedi dernier en son résultat (1-1), officialisant ainsi l'accession des locaux en Ligue 1.

Cette décision a été prise après l'étude du dossier et du rapport des officiels du match suite à la réclamation du WA Tlemcen arguant que l'arbitre n'avait pas sifflé la fin de la partie en raison de l'envahissement du terrain

par les supporters de l'ASO pour exprimer leur joie.

D'autre part, la Commission de discipline a infligé un (1) match à huis clos à l'ASO Chlef et 200.000 DA d'amende pour "utilisation et jet de fumigènes sur le terrain de jeu", selon la même source. En Ligue 1 Mobilis, le CS Constantine a écopé d'un match à huis clos également et d'une amende de 200.000 DA pour "utilisation de fumigènes et jet de projectiles (3e infraction)".

Avec cette sanction, le CSC accueillera la JS Kabylie le 11



mai au stade Chahid-Hamlaoui pour le compte de la 27e journée sans la présence

de ses supporters.

SALAH FORFAIT CONTRE LE FC BARCELONE

Déjà dans une situation très compliquée depuis sa défaite au match aller au Camp Nou (3-0), Liverpool va en plus devoir se passer de Mohamed Salah pour la demi-finale retour de Ligue des champions mardi soir à Anfield. Victime d'un choc très violent samedi avec le gardien de but de Newcastle, l'attaquant international égyptien des Reds est en effet officiellement forfait comme l'a annoncé ce lundi en conférence de presse Jürgen Klopp. L'entraîneur de Liverpool a également confirmé l'absence de Roberto Firmino pour ce choc face au Barça.



WELBECK QUITTERA ARSENAL À LA FIN DE LA SAISON

Hier après-midi, Arsenal a presque dit adieu aux quatre premières places de Premier League après son nul face à Brighton (1-1). Après la rencontre, les Gunners ont cette fois bien fait leurs adieux à plusieurs joueurs de l'effectif qui quitteront le club en fin de saison.

Aaron Ramsey, qui rejoindra gratuitement la Juventus cet été et Petr Cech, qui prendra sa retraite sportive, ont reçu les ovations du public lors du dernier match de la saison à l'Emirates Stadium. Les deux joueurs, dont le départ étaient déjà actés, étaient accompagnés de Danny Welbeck, l'attaquant anglais d'Arsenal. Blessé à la cheville depuis le mois de novembre, l'ancien joueur de Manchester United partira également cet été à la fin de son contrat.

Avec 32 buts en 126 apparitions sous le maillot frappé du canon, Welbeck n'aura jamais pu laisser son empreinte chez les Londoniens à cause d'un parcours miné par de longues blessures.

Il rejoindra un autre club gratuitement lors du mercato estival. Newcastle serait très intéressé par son profil.

Solskjaer et Man Utd veulent Cavani

Les jours d'Edinson Cavani (32 ans, 18 matchs et 17 buts en L1 cette saison) au Paris Saint-Germain sont-ils comptés ?

Trois scénarios sont envisageables : soit l'Uruguayen va jusqu'au bout de son contrat qui prendra fin en juin 2020, soit il sera vendu cet été, soit il prolonge et nul ne saura alors quand son aventure parisienne arrivera à terme. Mais la première hypothèse reste à ce jour la plus probable, notamment parce que le directeur sportif parisien, Antero Henrique, souhaite se débarrasser de l'avant-centre.

Malgré son gros salaire et sa réticence à quitter le PSG, "El Matador" conserve une belle cote sur le marché des transferts. D'après Paris United, Manchester United et son entraîneur Ole Gunnar Solskjaer aimeraient justement s'offrir ses services lors du prochain mercato estival. Une destination qui pourrait convenir à l'ancien joueur de Naples, qui rêve de découvrir la Premier League. Cependant, la non-qualification des Red Devils pour la prochaine édition de la Ligue des Champions pourrait-elle le faire douter ? Affaire à suivre...

LE DOSSIER VARANE TOTALEMENT RELANÇÉ ?

Longtemps annoncé sur le départ ces dernières semaines, Raphaël Varane pourrait finalement rester au Real Madrid lors du prochain mercato estival. Comme l'avait révélé L'Equipe en mars dernier, Raphaël Varane (26 ans) envisagerait de quitter le Real Madrid cet été et de relever un nouveau challenge. Recruté en 2011 par le club merengue, Varane aurait le sentiment d'avoir fait le tour de la question, d'autant que plusieurs prétendants en pincerait pour le défenseur central du Real Madrid (PSG, Manchester United, Juventus). Toutefois, ce dossier serait totalement relancé...

RMC Sport annonce ce lundi que le retour de Zinedine Zidane sur le banc du Real Madrid aurait changé la donne et qu'un départ de Raphaël Varane semble désormais compliqué à imaginer lors du prochain mercato. Sous contrat jusqu'en 2022, l'international français devrait donc rester au sein de la Casa Blanca.



THAUVIN VERS CHELSEA ?

Alors qu'un départ de Florian Thauvin de l'Olympique de Marseille est possible, plusieurs clubs européens seraient sur la piste de l'attaquant français. Chelsea ferait partie de la liste.

Selon les informations du quotidien espagnol AS, Florian Thauvin serait convoité par plusieurs clubs. La publication ibérique évoque les noms de l'Atlético Madrid, du Milan AC, et de Chelsea. Les Blues devront attendre le verdict de leur appel concernant l'interdiction de recrutement infligée par la FIFA. Il y a quelques mois, le joueur avait clamé son envie de disputer la Ligue des Champions la saison prochaine. Ce que ne pourra pas lui offrir son club actuel. La valeur marchande du champion du monde 2018 est estimée à 50 millions d'euros.

PJANIC FAN DE RONALDO

À la surprise générale ou presque, Cristiano Ronaldo avait rejoint la Juventus l'été dernier dans le cadre d'un transfert de 100 millions d'euros.

Arrivé avec un statut de très grande star, sachant qu'il avait déjà tout gagné ou presque durant sa carrière, que ce soit à Manchester United, au Real Madrid ou avec le Portugal, CR7 s'est pourtant fait petit dans le vestiaire turinois. Désormais bien intégré au sein de l'effectif de la Juve, Cristiano a parfaitement su trouver sa place.

Pas forcément difficile pour un joueur de sa trempe, qui a marqué 28 buts et délivré 10 passes décisives en 41 matchs cette saison. Auréolé d'une Serie A, le quintuple Ballon d'Or fait en tout cas l'unanimité auprès de ses nouveaux coéquipiers, et notamment dans l'esprit de Miralem Pjanic.

DROITS DE L'HOMME :

14 Etats soumis à l'Examen périodique universel à Genève

Le Groupe de travail du Conseil des droits de l'Homme chargé de l'Examen périodique universel (EPU) a ouvert lundi à Genève, les travaux de la 33^{ème} session consacrée à l'examen de la situation des droits de l'Homme dans quatorze Etats. Lors de cette session, qui se poursuivra jusqu'au 17 mai, le Groupe de travail du CDH se penchera sur la situation des droits de l'Homme dans quatorze Etats. Parmi eux, en République populaire démocratique de Corée, au Brunei, à Costa Rica, en Guinée équatoriale, en Ethiopie, au Qatar et au Nicaragua, indique une note de l'Office des Nations unies à Genève. Des délégations de haut niveau représentant ces 14 pays se présenteront devant le groupe de travail, qui comprend tous les 47 membres du Conseil des droits de l'Homme, et d'autres Etats souhaitant y participer. Une centaine d'Etats, en moyenne, font des recommandations à l'Etat examiné. «Les Etats examinés doivent présenter les efforts qu'ils ont déployés pour s'acquitter de leurs obligations et engagements en matière de droits de l'homme, en particulier depuis leur dernier examen de l'EPU, en présentant à la fois les évolutions positives et les défis à relever», précise la même source. La 33^{ème} session du groupe de travail de l'EPU marque la septième session tenue dans le cadre du troisième cycle de l'EPU. Au cours de ce troisième cycle, les Etats sont censés énoncer les mesures qu'ils ont prises pour mettre en œuvre les recommandations formulées lors de leurs précédents examens, en particulier celles qui ont bénéficié de leur soutien, ainsi que les développements intervenus depuis le précédent examen et partager les défis qu'ils ont rencontrés dans leurs mesures de suivi. Trois Etats membres du Conseil, appartenant à trois groupes régionaux différents et formant une «troïka», jouent le rôle de rapporteurs pour l'examen de chaque pays.

ALGER-CENTRE :

Ouverture de 34 restaurants par les Scouts musulmans algériens durant le mois de Ramadhan

Le Commissariat des Scouts musulmans algériens (SMA) de la wilaya d'Alger supervise, durant le mois de Ramadhan, 34 restaurants de rupture du jeûne, offrant plus de 5.000 repas par jour, a indiqué hier Rachid Boudina, commissaire des SMA de la wilaya.



34 restaurants de rupture du jeûne, dont 18 relevant de la wilaya, ont été ouverts à Alger à l'occasion du mois sacré de Ramadhan, supervisés par près de 700 membres de scouts et des bénévoles, sous la supervision de la wilaya d'Alger, des SMA, et des bienfaiteurs, a précisé M. Boudina dans une déclaration à l'APS.

Il a fait savoir que le nombre de repas dépassera 5.000 repas/jour, qui s'ajoutent aux 700 repas chauds distribués aux familles, tandis que le nombre des couffins de ramadhan distribués s'élève à plus 1.000 couffins des 2.500 qui devront être distribués au niveau des communes démunies, ajoutant que cette action de solidarité est menée en collaboration avec la wilaya d'Alger.

certaines entreprises économique et des bienfaiteurs. En collaboration avec les services de la Gendarmerie Nationale, des points d'El Iftar collectif seront également ouverts pour les usagers de la route, au niveau des barrages de Bouchaoui à Cheraga, Baba Ali et Zmirli vers Beraki et au niveau de certaines stations de voyageurs, a

souligné le même responsable.

A l'occasion du mois sacré, des concours de récitation du Saint Coran et du Hadith seront organisés au niveau de la Grande Mosquée d'Alger avec la participation de 400 candidats (garçons et filles), en coordination avec la Direction des affaires religieuses de la wilaya d'Alger.

Outre une opération de circoncision au profit de 200 enfants âgés entre 2 et 6 ans en coordination avec les services sanitaires de la wilaya d'Alger, les troupes des scouts musulmans algériens (SMA), participeront, également, à la distribution de 250 lots de vêtements pour enfants orphelins à l'occasion de l'Aid el Fitr.

Par ailleurs, M. Boudina a fait savoir que les troupes des SMA, dont le nombre s'élève à plus de 90 groupes, effectueront des visites au niveau des centres pour personnes âgées, notamment à Bab Ezzouar et Sidi Moussa, et d'autres visites à l'occasion de l'Aid el Fitr au niveau des services pédiatrique relevant des hôpitaux de Mustapha Pacha, Nafissa Hamoud

(ex Parnet), Ain Taya, Rouiba et Birtraria, ajoutant qu'une campagne de nettoyage de mosquées de la wilaya d'Alger sera lancée lors des dix derniers jours de Ramadhan. Il a souligné, en outre, que le congrès de wilaya des SMA sera organisé le 25 mai à Alger, et ce pour l'élection de deux délégués en prélude de la tenue du congrès national et l'évaluation de la période de 4 années de travail.

Les services de la wilaya d'Alger avaient annoncé que plus de 80.000 familles résidant à Alger ont bénéficié, cette année, de l'opération de solidarité consacrée au mois sacré de Ramadhan, et ce à travers la distribution de chèques d'un montant estimé à 6.000 Da, ajoutant que l'opération a été financée par le budget de la wilaya d'Alger à travers l'allocation d'un montant global de plus de 158 millions DA destiné à 31 communes aux revenus limités. La Fondation de wilaya pour la solidarité sociale a bénéficié d'une aide de 8 millions Da, destinée à la prise en charge des locaux de restauration dirigés par les troupes des SMA, ont-ils indiqué.

MDN

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ 5 narcotrafiquants arrêtés à Béchar et Aïn Témouchent



Cinq narcotrafiquants ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) dimanche à Béchar et Aïn Témouchent, a indiqué hier un communiqué de la ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire en coordination avec les services de la Sureté nationale, a intercepté, le 05 mai 2019 à Béchar (3^{ème} Région militaire), quatre (4) narcotrafiquants et saisi 82,7 kilogrammes de kif traité et deux (2) véhicules touristiques, tandis qu'un autre détachement de l'ANP a arrêté, à Aïn Témouchent (2^e RM), un narcotrafiquant en possession d'un kilogramme de la même substance», précise le communiqué. Dans le même cadre, des détachements de l'ANP «ont arrêté, lors d'opérations distinctes

menées à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar (6^e RM), cinq (5) orpailleurs et saisi vingt-neuf (29) groupes électrogènes, dix-sept (17) marteaux piqueurs, trois (3) sacs de mélange de pierres et d'or brut, ainsi que des outils de détonation, alors que quatorze (14) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Tamanrasset», note la même source.

Par ailleurs, «suite à un appel de détresse, une unité des Garde-côtes a porté secours à seize (16) émigrants clandestins à bord d'une embarcation pneumatique en naufrage, et ce, lors d'une opération de recherche et de sauvetage à un (1) mile marin au nord de Cap Carbon à Oran (2^e RM), tandis qu'une tentative d'émigration clandestine de quatorze (14) autres personnes, à bord d'une embarcation de construction artisanale a été déjouée dans la même zone», ajoute le communiqué.

EXPLOSION D'UNE CONDUITE DE GAZ DANS LA COMMUNE DE BORDJ EL-KIFFAN: Aucune victime à déplorer

Une conduite de gaz a explosé, hier matin, dans la commune de Bordj El Kiffan (au lieudit L'artisanat) suite à des travaux de terrassement au niveau de la route, ayant entraîné l'incendie de l'engin de chantier, sans faire de victimes, ont indiqué les services de la Protection civile de la wilaya d'Alger.



L'accident a eu lieu à 8h17mn, près de la Mosquée Ali Sadek 1, au lieudit «L'artisanat» dans la commune de Bordj el Kiffan en direction d'El Hamiz, suite à une fuite de gaz engendrée par l'endommagement de la

conduite suite à des travaux de terrassement, a précisé à l'APS le sous-lieutenant Sadek Kamel, chargé de l'information à la direction de wilaya de la Protection civile.

L'engin de chantier avait pris feu mais aucune victime n'est à déplorer, a-t-il assuré soulignant que le chauffeur de l'engin a réussi à se sauver sain et sauf. 4 camions anti-incendie et deux ambulances ont été mobilisés par les services de la Protection civile pour circonscrire l'incendie, a ajouté le même responsable.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION :

6 morts et 30 blessés en 24 heures

Six (6) personnes ont péri et 30 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus au cours des dernières 24 heures dans plusieurs régions du pays, a indiqué hier un bilan établi par les services de la Protection civile. La wilaya de d'Alger déplore le bilan le plus lourd avec

le décès de 2 personnes, suite à deux accidents de la route. Durant la même période, les secours de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de premiers urgences à 10 personnes incommodes par l'inhalation de monoxyde de carbone CO, émanant d'appareils de

chauffage et chauffe-bain, à l'intérieur de leurs domiciles dans les wilayas de Tipaza, Tébessa, et Bouira. Les unités de la Protection civile sont également intervenues pour l'extinction de 4 incendies urbains et divers, dans les wilayas de Biskra, Bejaia, Ouargla, et Tizi Ouzou.